

REVALORISATION DU SNMG
ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

Les orientations de Tebboune saluées

Les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à la préparation d'un projet de revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG) et de l'allocation chômage, ont été largement appréciées et saluées par plusieurs organisations syndicales. En effet, elles ont estimé qu'avec ces augmentations prévues, le pouvoir d'achat des citoyens sera renforcé davantage et consolidera la stabilité sociale. P 3



PNEUMATIQUES

**Naftal signe un
important contrat
avec l'allemand
Continental**

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a signé, hier à Alger, un contrat commercial avec le fabricant allemand de pneumatiques Continental, portant sur l'importation de 1,5 million d'unités destinées aux véhicules légers et poids lourds.

P 2

EXPLOITATION DU
GISEMENT DE FER DE
GARA DJEBILET

**Opérationnel dès le
premier trimestre
2026**

L'Algérie s'apprête à franchir un tournant majeur dans la construction de sa souveraineté économique. Lors du Conseil des ministres tenu dimanche, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné le lancement officiel de l'exploitation du minerai de fer de la gigantesque mine de Gara Djebilet dès le premier trimestre 2026. Une décision présentée comme un signal fort affirmant la volonté nationale de diversifier les ressources du pays et de bâtir une économie moins dépendante des hydrocarbures.

P 5

SALON INTERNATIONAL
«KAHRABA EXPO 2025 »

**Le ministre insiste
sur l'importance de
la fabrication locale**

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a insisté, hier à Alger, sur la nécessité de fabriquer localement les équipements et composants énergétiques, estimant qu'il s'agit d'une condition préalable à la réussite du Programme national des énergies renouvelables et à l'amélioration de l'efficacité des projets planifiés dans ce domaine.

P 3

AVEC LA PARTICIPATION DE 550 JEUNES
ISSUS DE 58 WILAYAS

**Oran accueille les
compétitions des Olympiades
des métiers 2025** P 2

FINANCEMENT DES PROJETS
STRATÉGIQUES

**La BAD prête à accompagner
l'Algérie** P 3

TURBINES À GAZ

**L'Algérie à la conquête de
nouveaux marchés** P 5

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Les jeunes algériens invités à postuler au Programme des jeunes professionnels

Le ministère de la Jeunesse a invité, lundi dans un communiqué, les jeunes algériens à postuler au Programme des jeunes professionnels (PJP), lancé par la Banque africaine de développement (BAD), afin de former de jeunes leaders capables de contribuer au développement en Afrique, précisant que la date limite d'inscription est fixée au 30 novembre courant. Le ministère de la Jeunesse a appelé les jeunes algériens "à saisir cette opportunité internationale exceptionnelle pour renforcer leur présence sur la scène africaine et promouvoir leurs parcours", selon la même source. Le PJP est "une opportunité prometteuse pour les jeunes talents ambitieux afin de représenter l'Algérie dans l'un des programmes les plus importants du continent", a souligné le ministère, ajoutant que "l'inscription se fait via le lien suivant : www.afdb.org/en/vacancy/young-professionals-program-88098 - www.afdb.org/en/vacancy/young-professionals-program-88098 .

PNEUMATIQUES

Naftal signe un important contrat avec l’allemand Continental

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a signé, hier à Alger, un contrat commercial avec le fabricant allemand de pneumatiques Continental, portant sur l'importation de 1,5 million d'unités destinées aux véhicules légers et poids lourds.

Par Selma R

Le contrat a été signé par Khaled Lai-meche, directeur de la branche commercialisation de Naftal et le directeur de Continental pour l'Afrique du Nord, Bulent Erdogan. Présidée par le PDG de Naftal, Djamel Cherdoud, la cérémonie de signature a connu la participation du directeur exécutif de Continental pour l'Europe, l'Afrique le Moyen Orient, Hoyus Ferdinand, par visio-conférence, ainsi que le secrétaire général du syndicat national de Naftal, Abdelhak Om-rani et des cadres dirigeants de l'entreprise. En effet l'objectif de cet accord est de fournir des pneus de haute qualité à des prix compétitifs, garantissant ainsi la stabilité du marché et le protégeant contre la spéculation, tout en traduisant l'engagement de Naftal dans les missions confiées par l'État pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Lors d'un point de presse tenu en marge de la cérémonie de signature, M. Cherdoud a indiqué que cet ac-

cord «nous permettra de répondre rapidement aux besoins du marché et de rétablir les prix à leur juste niveau». Pour lui, la mise en œuvre de ce partenariat offrira aux consommateurs «des pneumatiques de qualité premium à des tarifs compétitifs», avec des baisses de prix estimées entre 35% et 55% pour des produits de même catégorie. «Cela contribuera à une baisse significative des prix», a-t-il assuré. Le contrat prévoit l'importation de 1 million de pneus pour véhicules légers et 500.000 pneus pour poids lourds. M. Cherdoud a précisé que Naftal est déterminée à protéger les consommateurs de la spéculation et à garantir leur pouvoir d'achat, et que l'entreprise sera toujours à la hauteur de la confiance placée en elle par les autorités publiques, tout en bénéficiant de l'expertise de Continental, leader mondial, pour fournir des produits de qualité répondant aux besoins du marché. La vente sera assurée à travers le réseau de distribution de

Naftal, qui compte plus de 2.000 points de vente sur l'ensemble du territoire national. Naftal a également annoncé qu'un deuxième marché, portant sur l'importation de 4,5 millions de pneumatiques, sera lancé avant la fin de l'année en cours. Il concernera 3 millions d'unités pour véhicules légers et 1,5 million pour poids lourds. Pour sa part, M. Hoyus Ferdinand, directeur de Continental, a exprimé sa grande fierté et sa satisfaction de travailler aux côtés de Naftal, soulignant que «la coopération entre les deux entreprises combine l'expertise mondiale de Continental dans la production de pneus et le succès de Naftal dans la distribution et le marketing des produits pétroliers en Algérie. C'est une collaboration entre deux grandes entreprises dans leurs domaines respectifs ». Il a ajouté que cette relation « dure depuis plus de trente ans, ce qui reflète la solidité du partenariat et la profondeur de la confiance mutuelle entre les deux parties».

TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À ROME

L’Algérie parvient à intégrer les spécificités des dattes algériennes dans les normes internationales

L'Algérie est parvenue, lors de sa participation aux travaux de la 48e session de la Commission du Codex Alimentarius, tenue au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome (10-14 novembre), à intégrer les spécificités qualitatives des dattes algériennes, notamment "Deglet Nour", dans les normes internationales adoptées en la matière, indique un communiqué du ministère du Commerce In-

térieur et de la Régulation du marché national. Cette session a été sanctionnée par l'adoption de la version finale de la norme du Codex Alimentarius relative aux dattes fraîches, précise le communiqué, ajoutant que "cette décision constitue l'aboutissement des efforts consentis par l'Algérie pour défendre les spécificités des dattes algériennes et mettre en avant leurs qualités au sein des comités d'experts internationaux". L'adoption de cette norme internatio-

nale constitue "un acquis stratégique à même de renforcer l'accès des dattes algériennes aux marchés extérieurs, d'appuyer leur compétitivité et de consacrer la reconnaissance internationale de la qualité du produit national", ajoute la même source. L'Algérie a participé à l'élaboration de ce dossier à travers une équipe ministérielle conjointe regroupant des experts du ministère du Commerce Intérieur et de la Régulation du marché national, du ministre de

l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. L'équipe algérienne a apporté "des contributions techniques et scientifiques précises lors des différentes séances de débat, ayant permis l'intégration des spécificités qualitatives des dattes algériennes, notamment +Deglet Nour+, dans les normes internationales adoptées", conclut le communiqué.

AVEC LA PARTICIPATION DE 550 JEUNES ISSUS DE 58 WILAYAS

Oran accueille les compétitions des Olympiades des métiers 2025

Par S R.

La ville d'Oran abrite, à partir de lundi, les épreuves de la première édition des Olympiades des métiers, organisées par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, avec la participation de 550 jeunes issus de 58 wilayas. Les candidats, relevant du secteur, prendront part à cette manifestation placée sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Les compétitions se dérouleront au Centre des conférences "Mohamed Ben Ahmed", tandis que la cérémonie d'ouverture aura lieu au complexe olympique "Miloud Hadefti", sous la supervision du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, en présence de nombreuses personnalités nationales et étrangères. Lors d'une récente conférence de presse, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima

Arhab, a indiqué que cette première édition, qui se poursuivra jusqu'au 21 novembre, constitue "une étape essentielle dans le processus de modernisation du système des compétences en Algérie" et une démarche stratégique pour "renforcer les qualifications, soutenir la jeunesse, adapter la formation aux besoins de l'économie et valoriser les métiers techniques et artisanaux". Elle a précisé que ces Olympiades "ne sont pas une simple compétition, mais une véritable démarche stratégique visant à bâtir une génération capable d'innover et de rivaliser sur le marché du travail", ajoutant qu'elles représentent un soutien majeur au développement de l'économie nationale et à l'orientation de la formation vers les métiers du futur. Plus de 8.000 jeunes filles et garçons, issus de 58 wilayas, ont participé aux phases locales et régionales dans diverses spécialités professionnelles. Les finalistes concourront dans des disci-

plines liées aux technologies du bâtiment et des travaux publics, aux technologies de l'information et de la communication, aux services, aux arts créatifs et à la mode, ainsi qu'au transport et à la logistique. Les épreuves techniques débiteront mardi au Centre des conférences "Mohamed Ben Ahmed", sous la supervision d'un jury composé d'enseignants, de professionnels du secteur, de représentants du monde économique et d'experts spécialisés. Le jury sera chargé d'évaluer les travaux présentés par les candidats. La manifestation se clôturera par la remise de médailles aux lauréats, ainsi que des prix récompensant les innovations les plus remarquables. Des distinctions seront également attribuées aux formateurs, aux établissements de formation et aux entreprises ayant accompagné les jeunes participants. En parallèle, un programme riche en conférences et séminaires, ani-

més par des experts nationaux et internationaux, est prévu au même centre. Il portera notamment sur les thématiques suivantes : "les centres d'excellence et le marché du travail", "l'évolution des métiers à l'ère de l'intelligence artificielle et des technologies modernes", "l'écosystème et l'entrepreneuriat entre défis et opportunités", "les mécanismes de financement des porteurs de projets innovants" et "l'auto-entrepreneur et la valorisation du parcours professionnel". L'événement devrait accueillir au moins 60.000 visiteurs et mobilise plus de 300 volontaires ainsi que plusieurs commissions techniques et administratives. Les lauréats de cette édition représenteront l'Algérie aux Olympiades continentales prévues en Zambie, puis aux Olympiades mondiales qui se tiendront l'année prochaine à Shanghai (Chine). L'Olympiade nationale constitue ainsi une étape préparatoire majeure en vue de ces rendez-vous internationaux.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

REVALORISATION DU SNMG ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

Les orientations de Tebboune saluées

Les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à la préparation d'un projet de revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG) et de l'allocation chômage, ont été largement appréciées et saluées par plusieurs organisations syndicales. En effet, elles ont estimé qu'avec ces augmentations prévues, le pouvoir d'achat des citoyens sera renforcé davantage et consolidera la stabilité sociale.

Par Sirine R.

Cette démarche, dira le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout, réaffirme la ferme démarche de l'Etat en faveur de la consécration de la justice sociale dans ses politiques publiques, dans un contexte économique en évolution. « Les directives données par le président de la République, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, participent à la consolidation de la stabilité sociale, à travers l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen que l'Etat place en tête de ses priorités », a-t-il déclaré à l'APS. Cette décision vient en effet renforcer les acquis sociaux importants réalisés jusqu'à présent et traduit «la confiance instaurée entre le président de la République, les citoyens en général et les travailleurs en particulier», a-t-il ajouté. Pour sa part, le président de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), Sadek Dziri, a salué les conclusions du dernier Conseil des ministres dans leur volet social, les qualifiant de «choix répondant aux attentes d'une large frange de citoyens», soulignant que les revalorisations prévues «contribueront à l'amélioration des

conditions de vie de nombreux ménages». Concernant le projet de revalorisation de l'allocation chômage, M. Dziri a rappelé qu'il s'inscrit dans une approche sociale visant à accompagner les jeunes en attendant leur insertion dans le marché du travail. Il a ajouté que l'autonomisation économique de la jeunesse, par le biais de ce dispositif et à travers la revalorisation progressive de l'allocation, «confortera la confiance du citoyen envers l'Etat et consacrera la stabilité sociale enregistrée ces dernières années». De son côté, le président de l'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a précisé que les décisions du président de la République confirment que les préoccupations des citoyens sont prises en charge au plus haut niveau, en vue de renforcer la stabilité sociale. Soulignant que l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens a toujours été l'une des priorités de son organisation, M. Zebdi a affirmé que les décisions du président de la République sont à saluer au regard de leurs retombées positives sur les conditions de vie des citoyens. Pour sa part, le consultant international en développement économique, Abderrahmane Hadeef a indiqué que les orientations du pré-

sident de la République relatives à la revalorisation du SNMG et de l'allocation chômage revêtent «une portée multiple dépassant le seul aspect financier, car elles traduisent une vision globale de l'Etat envers le citoyen et l'économie nationale». Ces mesures sont porteuses d'un message «fort et clair», plaçant le citoyen au centre des priorités de l'Etat, a-t-il relevé, rappelant que les engagements du président de la République se sont aujourd'hui matérialisés en «actions concrètes», révélant «une volonté réelle de renforcer la confiance entre le citoyen et les institutions de l'Etat, de consolider la stabilité générale et de promouvoir la justice sociale». Et d'ajouter : «Ces décisions devraient avoir un impact positif sur la consommation intérieure, l'un des principaux leviers de la croissance économique». La fondation algérienne « Sinaat-Al-Ghad » a, pour sa part, salué les décisions annoncées concernant la revalorisation du SNMG et de l'allocation chômage, lesquelles, selon elle, convergent avec sa vision sur les moyens à même de réaliser le développement social durable. En somme, l'augmentation des revenus des ménages et de l'allocation chômage stimulerait la demande interne, favorisant ainsi la dynamique économique et soutenant les entreprises productives et de services.

FINANCEMENT DES PROJETS STRATÉGIQUES

La BAD prête à accompagner l'Algérie

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), M. Sidi Ould Tah, a exprimé sa pleine appréciation de la vision algérienne en matière de développement, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Lors d'une série de rencontres à Alger, M. Ould Tah a salué les avancées socio-économiques réalisées par l'Algérie et son rôle actif sur le continent africain. Au cours de sa rencontre avec le ministre d'État,

ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, le président de la BAD a réaffirmé la disposition de son institution à accompagner l'Algérie dans le financement de ses projets stratégiques et à partager son expertise dans plusieurs domaines clés, notamment l'exploitation et la transformation des hydrocarbures, le dessalement de l'eau de mer, le développement des infrastructures et l'exploitation des minerais stratégiques.

Pour sa part, M. Arkab a présenté les programmes de développement supervisés par son secteur, incluant la valorisation des ressources minières, les grands projets d'exploitation et de transformation du phosphate, ainsi que les projets de dessalement. Il a souligné la volonté de l'Algérie de renforcer la coopération intra-africaine et de partager son savoir-faire en matière de distribution du gaz de pétrole liquéfié (GPL), d'exploration géologique et de gestion des grands

projets. Le président de la BAD a également rencontré le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui. Ces entretiens ont porté sur le développement des secteurs vitaux, notamment les transports, les infrastructures ferroviaires et portuaires, ainsi que sur les perspectives d'action commune entre l'Algérie et la BAD.

SALON INTERNATIONAL «KAHRABA EXPO 2025 »

Le ministre insiste sur l'importance de la fabrication locale

Par Sirine R

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a insisté, hier à Alger, sur la nécessité de fabriquer localement les équipements et composants énergétiques, estimant qu'il s'agit d'une condition préalable à la réussite du Programme national des énergies renouvelables et à l'amélioration de l'efficacité des projets planifiés dans ce domaine. Le ministre s'est exprimé à l'ouverture, au Palais des Expositions des Pins Maritimes, de la première édition du Salon international de l'électricité et des énergies renouvelables "Kahraba Expo 2025", en présence du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, du ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, et du Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkach. Dans son allocution, M. Adjal a affirmé que

le soutien au Programme national des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique nécessitait de renforcer la coopération entre les différents acteurs, dans le but de développer les capacités industrielles nationales, précisant que l'efficacité de la mise œuvre de ce programme est liée à la fabrication locale de la majorité des équipements et à la maîtrise des technologies au niveau des laboratoires nationaux. Le Groupe Sonelgaz constitue un modèle de référence dans cette démarche, au vu de son rôle de leader dans l'industrie électrique en Algérie, a souligné le ministre, ajoutant qu'il a permis, à travers ses laboratoires, la qualification de plus de 164 usines de fabrication d'équipements électriques et 34 autres pour les équipements gaziers depuis 2005, ce qui reflète la dynamique industrielle enregistrée dans le secteur. Le défi consiste à porter le taux d'intégration nationale à plus de 50% à travers les différentes étapes de la chaîne de valeur, permettant ainsi aux produits algériens d'accéder aux

marchés extérieurs, notamment africains, a-t-il soutenu, soulignant que cette orientation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la promotion des industries électriques et au renforcement de la compétitivité de la production nationale. A cet égard, le salon "Kahraba Expo 2025", organisé du 17 au 19 novembre 2025 par la société Algeria Exhibitions, constitue un évènement professionnel rassemblant les acteurs des domaines de l'électricité et des énergies renouvelables, où près de 40 exposant y participent, parmi lesquels des bureaux d'études, des fabricants de câbles électriques, des ingénieurs et techniciens en électrotechnique, en sus d'entreprises engagées dans le développement du secteur, pour échanger les expertises, explorer des opportunités de partenariat et promouvoir l'innovation à travers des séances de débats et des rencontres professionnelles bilatérales.

SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE
ALGEST 2025 s'ouvre à Alger

Par R. E.

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, accompagné du président de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, a présidé hier l'inauguration de la 10e édition du salon international de la sous-traitance (ALGEST 2025). Au cours de sa visite dans les allées du salon, le ministre a pris connaissance des différentes innovations et capacités de production des exposants, composés de sous-traitants et de fabricants locaux, dans divers secteurs. Cette édition qui se poursuivra jusqu'au 20 novembre en cours, se distingue également par une forte participation des entreprises de l'Armée nationale populaire, qui ont présenté leurs capacités de production et leur soutien constant au développement de l'industrie nationale. Dans son discours d'ouverture, le ministre a souligné que le salon ALGEST, à travers ses éditions successives, a prouvé sa capacité à fournir un espace professionnel efficace qui rassemble sous-traitants, petites et moyennes entreprises, entrepreneurs et investisseurs. Cet espace favorise le dialogue, l'échange d'expériences et offre des opportunités concrètes pour le développement de l'industrie nationale, sur la base de l'intégration et de l'augmentation du taux d'incorporation, tout en reliant progressivement nos entreprises aux chaînes de valeur mondiales. Dans son intervention, Yahia Bechir a insisté sur le fait que le gouvernement, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, considère la sous-traitance industrielle comme un pilier essentiel du décollage économique. En effet, elle constitue un élément stratégique contribuant à soutenir la production locale, à améliorer la qualité des produits, à renforcer les services techniques et à fournir des solutions technologiques aux fabricants, dans le cadre de l'orientation de l'État visant à construire une véritable industrie capable de générer de la richesse et de créer des emplois à forte valeur ajoutée. Le ministre a également précisé que le président de la République avait fixé un objectif stratégique visant à porter la contribution de l'industrie au PIB à 13 % d'ici fin 2027, un objectif ambitieux mais réalisable grâce à la dynamique actuelle du secteur et à l'engagement de tous les acteurs industriels dans le processus de développement et de diversification de la production nationale. Dans ce contexte, le ministre a mis en avant le secteur de l'industrie automobile comme un modèle avancé de croissance accélérée, qui repose largement sur la sous-traitance industrielle. Il a appelé à renforcer un réseau national solide de sous-traitants permettant de passer de la simple phase d'assemblage à une production réelle qui préserve la valeur ajoutée à l'intérieur du pays et améliore la compétitivité des entreprises nationales sur les marchés régionaux et internationaux.

ANPDP

Une journée d'étude prochainement sur les défis des données à caractère personnel à l'ère de la transformation numérique

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) organisera le 24 novembre, une journée d'étude sous le thème "les défis des données à caractère personnel à l'ère de la transformation numérique, sécurité cybernétique et intelligence artificielle", a indiqué, dimanche, un communiqué de cette instance. Cette journée d'étude sera dédiée aux délégués à la protection des données à caractère personnel au niveau des ministères, des instances et institutions publiques dans le but de renforcer leurs connaissances et d'unifier les visions et pratiques relatives à la protection des données à caractère personnel au niveau des administrations et institutions publiques, notamment en ce contexte de transformation numérique". L'évènement verra la participation d'experts spécialisés et d'enseignants universitaires pour présenter "une vision approfondie autour de la réalité de la protection des données à caractère personnel dans la législation nationale et les dispositions pénales y afférentes, les exigences de la conformité à la loi 18-07, outre l'analyse de l'impact de la transformation numérique sur la protection de la vie privée".

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Trois morts et 199 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et 199 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique lundi, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Batna avec 2 morts, suite à une collision entre un camion et une motocyclette dans la commune de Bitam, précise la même source. Par ailleurs, les équipes de la Protection civile sont intervenus suite à la découverte des corps sans vie de quatre personnes (un homme et 3 enfants), calcinés dans un véhicule qui était à l'arrêt au niveau du marché de gros de la daïra de Ain Oussera, wilaya de Djelfa. Le bilan de la Protection civile fait état également de la mort d'un nourrisson, suite à un incendie qui s'est déclaré dans un appartement dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Concernant les opérations de lutte contre les incendies de forêts, maquis et broussailles, les équipes de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 7 incendies du couvert végétal au niveau des wilayas de Skikda, Guelma, Sétif, Boumerdes, Médéa, Chlef et Tissemsilt.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,48	-0,99	9,00	5,56	4765	6 571 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2500,00	-0,04	0,91	3,39	6,65	6,40	2891	7 227 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 299,00	2300,00	0,04	0,97	1,83	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH EI Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-4,35	-9,29	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,23	3,78	5,25	0	0,00

EXAMENS DU BEM ET DU BACCALAURÉAT

Début des inscriptions aujourd’hui

Le ministère de l'Education nationale a indiqué, hier dans un communiqué, que les inscriptions aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session 2026) débuteront mardi via le système d'information du ministère et les sites web de l'Office national des examens et concours (ONEC). "Les inscriptions des élèves scolarisés et des candidats libres aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session 2026) débuteront mardi 18 novembre 2025 et s'étaleront jusqu'à mercredi 17 décembre 2025 à minuit", précise le communiqué, soulignant que "l'opération consiste à remplir le formulaire d'inscription électronique disponible via le système d'information du ministère et sur les sites web de l'Office national des examens et concours (ONEC),

sans soumettre aucun dossier papier". Pour les candidats scolarisés, les inscriptions s'effectuent via la plateforme numérique du système d'information du ministère de l'Education nationale et c'est les directeurs des établissements scolaires qui procèdent à l'inscription des élèves concernés par ces deux examens. Les candidats libres, quant à eux, doivent remplir le formulaire électronique disponible sur les sites web de l'ONEC https://bem.onec.dz pour le BEM et https://bac.onec.dz pour le Baccalauréat. Des comptes personnels sont créés pour chaque candidat, qui seront utilisés pour le paiement des droits d'inscription, la révision des données, le retrait des convocations et la consultation des résultats. Pour les candidats scolarisés, un compte individuel (nom d'utilisateur, mot de passe) est créé pour

chaque élève sur le système d'information. Les parents peuvent obtenir les informations de ce compte via l'espace parents https://awlyaa.education.dz ou auprès de l'administration de l'établissement éducatif. Le candidat libre, quant à lui, doit créer son propre compte (nom d'utilisateur, mot de passe) via les deux sites de l'ONEC, selon le cas. Les droits d'inscription seront réglés uniquement via le service de paiement électronique avec la carte monétique EDAHABIA d'Algérie Poste, en utilisant le compte du candidat (nom d'utilisateur, mot de passe), et ce, en accédant aux sites suivants : https://epay.education.dz pour les candidats scolarisés, et https://bem.onec.dz ou https://bac.onec.dz, selon le cas, pour les candidats libres, a conclu le communiqué.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Carte opérationnelle globale pour dynamiser les espaces des établissements de jeunes

Le ministère de la Jeunesse a élaboré une carte opérationnelle globale visant à orienter les efforts vers la dynamisation des espaces pédagogiques des établissements de jeunes et le renforcement de leur attractivité, au sein d'une approche participative qui conforte le rôle des associations comme partenaire actif, indique, lundi, un communiqué du ministère. Dans le cadre de "l'appel au financement de projets d'associations de jeunes au titre de l'année 2025, le ministère a mis au point une carte opérationnelle globale visant à orienter les efforts vers la dynamisation des espaces

pédagogiques des établissements de jeunes et le renforcement de leur attractivité et ce, à travers l'introduction d'un ensemble de projets innovants visant à soutenir la dynamique locale et à promouvoir l'action associative dans les espaces de jeunes", précise la même source. Cette carte repose sur "une approche participative fondée sur la réalisation d'objectifs communs, garantissant la durabilité et l'impact positif, en vue de répondre aux aspirations des jeunes et de renforcer le rôle des associations comme partenaire actif dans le développement", lit-on dans le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 نوفمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Novembre 2025

Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ¹ DA / Kg دج / كلف					
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	54	61	46	البطاطا
	Tomate	125	144	106	الطماطم
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف
	Ail sec	704	784	623	الثوم الجاف
	Carotte	81	92	71	الجزر
	Navet	89	100	79	اللفت
	Choux fleur	112	125	99	قرنبيط
	Choux	100	114	86	الكرنب
	Courgette	115	130	101	الكوسة
	Haricot vert	148	169	127	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	103	116	90	الخس
Fruits frais	Clémentine	233	280	187	كليمنتين
	Pomme locale	349	439	258	التفاح المحلي
	Datte	490	627	353	التمر
	Banane	440	452	426	الموز
	Raisin	289	334	243	العنب
Produits d'origine animale	Grenade	177	210	144	الرمان
	Viande bovine locale	1861	2012	1711	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	363	376	349	الدجاج
	Ceufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)

EXPLOITATION DU GISEMENT DE FER DE GARA DJEBILET

Opérationnel dès le premier trimestre 2026

L'Algérie s'apprête à franchir un tournant majeur dans la construction de sa souveraineté économique. Lors du Conseil des ministres tenu dimanche, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné le lancement officiel de l'exploitation du minerai de fer de la gigantesque mine de Gara Djebilet dès le premier trimestre 2026. Une décision présentée comme un signal fort affirmant la volonté nationale de diversifier les ressources du pays et de bâtir une économie moins dépendante des hydrocarbures.

Par Réda Hadi

Selon le communiqué du Conseil des ministres, le chef de l'État a suivi un exposé détaillé sur l'avancement du projet minier et de la ligne ferroviaire stratégique Tindouf-Béchar, clé de voûte logistique de l'exploitation. À l'issue de cette présentation, il a ordonné le lancement de « l'utilisation et de l'exploitation locale du minerai de fer » dès le début de 2026, un événement qualifié d'« historique », car inédit depuis l'indépendance. Pour le Président, ce jalon constitue « un message fort » révélant une nouvelle orientation économique fondée sur la souveraineté industrielle et la valorisation locale des richesses naturelles. L'exploitation de Gara Djebilet, l'un des plus grands gisements de fer au monde, restait en effet un défi jamais entièrement concrétisé depuis plusieurs décennies en raison des contraintes techniques liées à la teneur en phosphore du minerai et aux difficultés d'acheminement.

Le président a donné des instructions strictes pour accélérer les travaux, estimant que le pays se trouve désormais à un pas de voir aboutir ce projet structurant. « Il ne reste pas beaucoup pour que ce projet stratégique voie le jour, dans toutes ses sections et structures », a-t-il insisté, appelant à intensifier les efforts sur l'ensemble des chantiers en cours. Dans cette dynamique, le Conseil des ministres a approuvé la création de plusieurs usines de traitement du minerai de fer à Tindouf, Béchar et Naâma. Ces unités industrielles joueront un rôle déterminant dans la transformation locale du minerai et participeront à la structuration d'un véritable pôle sidérurgique national. Le chef de l'État a fixé un autre objectif concret : voir la première cargaison de minerai acheminée par train vers le complexe sidérurgique Tosyali d'Oran dès 2026. Cette étape marquera le début d'un cycle de production interne permettant, à terme, de réduire significativement les importations de fer, dont la facture pèse

lourdement sur l'économie nationale. « L'Algérie aura ainsi franchi la première étape vers la réduction de la facture d'importation et la réalisation progressive de l'autosuffisance », a affirmé le président. Parallèlement au volet industriel, le président Tebboune a instruit le ministère des Travaux publics de préparer l'inauguration officielle de la nouvelle ligne ferroviaire Tindouf-Béchar en janvier 2026. Cette infrastructure, traversant le désert sur plusieurs centaines de kilomètres, sera inaugurée comme un événement national d'envergure. Le chef de l'État souhaite en faire « une journée de fête immortalisant cette réalisation » symbolisant l'entrée du pays dans une nouvelle ère de grands travaux et de projets structurants. Avec la mise en exploitation de Gara Djebilet, l'Algérie entend ainsi ouvrir un nouveau chapitre de son développement, fondé sur la valorisation de ses ressources minières, la montée en puissance de la sidérurgie et la consolidation d'une économie diversifiée et souveraine.

TURBINES À GAZ

L'Algérie à la conquête de nouveaux marchés

Par M. A.

L'Algérie confirme, année après année, sa montée en puissance dans une industrie longtemps considérée comme le domaine exclusif des géants mondiaux. Grâce au développement du complexe de turbines à gaz d'Aïn Yagout, dans la wilaya de Batna, fruit d'un partenariat entre Sonelgaz et General Electric, le pays s'est imposé comme un acteur crédible sur la scène internationale, capable non seulement de produire localement des équipements stratégiques, mais aussi de les exporter vers des marchés exigeants. L'aventure industrielle a débuté en 2014, lorsque les deux partenaires ont jeté les bases de "General Electric Algeria Turbines" (GEAT), une joint-venture qui détient aujourd'hui quatre unités spécialisées couvrant toute la chaîne de fabrication : turbines à gaz de 100 à 300 mégawatts, turbines à vapeur de 50 à 160 mégawatts, générateurs électriques et systèmes de commande et de contrôle. Ce site de vingt hectares représente l'un des investissements industriels les plus structurants dans le secteur énergétique algérien, avec des capacités qui se sont renforcées au fil des années. Le tournant majeur, selon « Attaqa.net » est intervenu en octobre 2021, lorsque l'Algérie a officiellement fait son entrée dans le club très restreint des pays exportateurs

de turbines à gaz. Ce premier contrat, signé avec un client du Moyen-Orient, portait sur la livraison de deux unités destinées à produire près de 500 mégawatts d'électricité une fois mises en service. Une performance saluée dans toute la région, d'autant que l'Algérie devenait, par la même occasion, la première nation africaine à exporter un équipement de ce niveau technologique. Ce succès initial a rapidement ouvert la voie à d'autres opérations. En août 2022, une nouvelle cargaison de turbines a pris la direction des Pays-Bas, pour une valeur de 1,375 million de dollars, confirmant la capacité du complexe de Batna à répondre aux normes européennes les plus strictes. Depuis, la dynamique ne faiblit pas. En avril 2025, Sonelgaz et General Electric ont conclu un nouveau memorandum d'entente avec un client du Moyen-Orient pour la fourniture de turbines supplémentaires, preuve que la confiance s'installe durablement. Parallèlement, l'Algérie multiplie les discussions sur de nouveaux marchés. Selon des sources industrielles, des négociations sont en cours avec plusieurs pays africains désireux de renforcer leurs capacités électriques dans un contexte de demande croissante en énergie. L'Algérie a également été identifiée comme un fournisseur potentiel par la Syrie, engagée dans la reconstruc-

tion de son secteur énergétique. Bien qu'aucun échange officiel n'ait encore été entamé, des sources proches du dossier affirment que le complexe GEAT serait en mesure de répondre immédiatement à une commande dès que les conditions seraient réunies. Ces avancées s'inscrivent dans un contexte international particulièrement favorable. La demande mondiale en turbines à gaz connaît une hausse spectaculaire, portée par un rebond de plus de 34 % en 2025, pour atteindre les 60 gigawatts, un record sur dix ans. Face à une capacité de fabrication mondiale de 70 gigawatts, la demande devrait dépasser l'offre de près de 20 %, créant une pression sur les délais et les prix. Cette tension ouvre un espace inédit pour les nouveaux producteurs capables de proposer des équipements performants et compétitifs. C'est précisément dans cet intervalle que l'Algérie entend s'imposer. En diversifiant ses capacités industrielles et en se positionnant sur un segment technologique stratégique, elle ambitionne de transformer ce succès ponctuel en une filière exportatrice durable, capable de rivaliser avec les acteurs établis. Pour les responsables du secteur, les signaux sont encourageants : expertise technique reconnue, fabrication locale consolidée, coûts maîtrisés et perspectives commerciales élargies.

HYGIÈNE DANS LES TRANSPORTS, NOUVELLES WILAYAS ET ENQUÊTE SUR LES INCENDIES

Les principales décisions du Président Tebboune

Synthèse Réda Hadi

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche une nouvelle réunion du Conseil des ministres marquée par une série de décisions importantes touchant à la qualité des services publics, à l'organisation administrative du territoire et à la protection de l'environnement. Trois axes principaux ont dominé les débats : l'hygiène dans les transports, la promotion de nouvelles wilayas et l'ouverture d'une enquête sur les incendies ayant frappé plusieurs régions du pays. Dès l'ouverture de la séance, le chef de l'État a insisté sur la dégradation constatée dans de nombreux moyens de transport publics et privés. Il a ainsi ordonné d'obliger les propriétaires de véhicules de transport à respecter strictement les normes d'hygiène sur l'ensemble du territoire national. Cette mesure concerne aussi bien les bus urbains que les autocars interwilayas, les taxis et les véhicules de transport collectif. Le président a particulièrement insisté sur Alger et les wilayas à vocation touristique, où l'image du pays et le bien-être des voyageurs doivent, selon lui, être préservés de manière exemplaire. Le président Tebboune a également mis l'accent sur la nécessité d'un contrôle permanent des espaces publics, appelant les autorités locales à renforcer les inspections liées à la sécurité et à l'hygiène dans toutes les wilayas. Cette instruction s'inscrit dans une démarche plus large visant à améliorer la qualité de vie des citoyens et à moderniser les services collectifs. Sur le volet administratif, la réunion a été marquée par une décision majeure : l'approbation de la promotion de onze circonscriptions administratives en wilayas à part entière. Cette mesure concerne Aflou, Barika, Ksar Chellala, Messaad, Aïn Oussara, Bou Saâda, El Abiodh Sidi Cheikh, El Kantara, Bir El Ater, Ksar El Boukhari et El Aricha. Situées dans les Hauts Plateaux et au Sud, ces circonscriptions ont connu ces dernières années une croissance démographique et des besoins administratifs croissants. Le passage au statut de wilaya vise à rapprocher l'administration des citoyens et à accélérer le développement local. Après approbation, le président a instruit le gouvernement d'entamer immédiatement les procédures administratives nécessaires auprès des deux chambres du Parlement pour finaliser ce processus. Cette réforme administrative s'inscrit dans la continuité de la politique de rééquilibrage territorial engagée depuis 2021. La réunion du Conseil des ministres a également été marquée par une préoccupation environnementale urgente. Face aux feux de forêt qui ont touché simultanément plusieurs wilayas le week-end dernier, le président Tebboune a ordonné l'ouverture d'une enquête afin d'éclaircir les causes de ces sinistres et d'identifier d'éventuelles responsabilités. Ces incendies, survenus à la même période dans différentes régions, ont suscité des interrogations et renforcé la nécessité de revoir les dispositifs de surveillance et de prévention.

MILA

Vers le raccordement
du système de
distribution d’eau
potable à la station de
dessalement de l’eau
de mer de la wilaya de
Jijel

Le système d’approvisionnement en eau potable de la wilaya de Mila sera raccordé à la station de dessalement de l’eau de mer qui sera réalisée, dans la wilaya de Jijel afin de sécuriser l’alimentation en cette ressource vitale des différentes communes, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de l’hydraulique. Dans une déclaration à l’APS, le chef du service d’approvisionnement en eau potable de cette direction, Fateh Lekehal, a indiqué que “la wilaya de Mila bénéficiera d’un quota des eaux de mer dessalées à produire par la future station de dessalement de Sidi Abdelaiz de Jijel”. Selon la même source, les services de l’Agence nationale de dessalement de l’eau de mer ont lancé au début de l’année en cours une étude d’approvisionnement des wilayas de Jijel, de Constantine et de Mila depuis cette future station. En fonction de cette étude qui sera terminée avant le début de l’année prochaine 2026, le quota d’eau de la wilaya de Mila sera défini, a-t-on expliqué. Selon la même source, il a été procédé en coordination avec tous les services concernés dans la wilaya au choix des sites de réalisation des ouvrages d’eau qui contribueront à augmenter les capacités de stockage et les tracés des canalisations qui achemineront l’eau dessalée vers le système d’approvisionnement en eau potable de la wilaya.

JIJEL

Lancement de la
campagne labours-
semailles de la saison
2025-2026

Le coup d’envoi de la campagne labours-semailles de la saison agricole 2025-2026 a été donné dimanche dans la wilaya de Jijel. Présidant à l’exploitation agricole Kemiha Amar dans la région de Béni Ahmed, située dans la commune de Kaous, le lancement de cette campagne, le wali, Ahmed Meguelati a insisté sur la nécessité de multiplier la production et d’augmenter le rendement moyen à l’hectare. Il a également ajouté que les différents intervenants du secteur dont la direction des services agricoles (DSA) et la chambre de l’agriculture doivent arrêter un programme spécial d’accompagnement des agriculteurs et d’ouvrir à leur intention des points de vente supplémentaires des semences. Le directeur des services agricole, Bilal Chenouiya, a indiqué que la superficie réservée à la céréaliculture est de 2130 hectares dont 1830 hectares consacrés au blé dur et 300 hectares à l’orge, assurant que les semences de toutes les variétés de céréales sont mises à la disposition des producteurs. Il a également souligné que dans le cadre du programme d’extension des vergers oléicoles, une enveloppe financière de 55 millions DA a été dégagée du budget de l’Etat pour planter 55000 arbustes distribués aux différentes communes de la wilaya et cette opération de plantation d’oliviers a été lancée par le wali à l’exploitation agricole Kemiha Amar.

INCENDIES DE FORÊTS À TIPASA

Près de 191 hectares de forêts
et d’arbres fruitiers détruits

Près de 191 hectares de surfaces forestières et d’arbres fruitiers ont été détruits dans les incendies qui se sont déclarés jeudi dernier dans quatre communes de l’Ouest de Tipasa, a fait savoir le wali de Tipasa.

Dans une déclaration à l’APS, M. Mohamed Amine Benchaoulia a expliqué, que “le bilan des évaluations préliminaires fait état de la destruction de 191 hectares de forêts et d’arbres fruitiers, tandis que les commissions d’enquête engagées sur le terrain n’ont constaté aucune autre perte notable, notamment concernant les habitations”. Il a précisé, à ce sujet, que “les agriculteurs seront indemnisés pour les pertes subies”. Selon les constats préliminaires des commissions d’enquête dépêchées sur le terrain samedi, les dégâts portent sur des cultures, des arbres fruitiers, du matériel d’irrigation, quelques têtes de bétail ainsi que des ruches, a-t-il ajouté. Le wali a souligné, en outre, que “des rapports seront transmis aux autorités centrales, à l’issue des enquêtes et opérations de recensement, en vue de l’affectation de dotations financières pour l’indemnisation des agriculteurs”.



Les espaces forestiers touchés dans les communes de Beni Milek, El Arhat, Messelmoun et Hadjret Ennous feront l’objet de campagnes de reboisement avec la participation de la société civile, a-t-il dit.

Concernant l’origine des incendies, le wali a indiqué que les services de sécurité ont engagé des enquêtes dès le déclenchement des feux et que leurs conclusions seront rendues publiques une fois les investigations achevées.

MASCARA

Régularisation prévue de plus de 2 500 dossiers relatifs
au foncier agricole

Plus de 2 500 dossiers relatifs au foncier agricole devraient être régularisés dans la wilaya de Mascara d’ici la fin de l’année en cours, a annoncé dimanche soir le wali Fouad Aïssi. Lors de sa rencontre périodique avec la presse consacrée au développement local, le même responsable a indiqué qu’il est prévu de réguli-

ser, d’ici la fin de l’année en cours “au plus tard”, plus de 2 500 dossiers relatifs au foncier agricole. Il a précisé que ces dossiers sont actuellement à l’étude dans le cadre des procédures légales d’assainissement du foncier agricole. Par ailleurs, il a indiqué que 10 400 postes d’emploi ont été créés dans la wilaya depuis le début de l’an-

née jusqu’à fin octobre dernier, grâce à la concrétisation de nombreux projets d’investissement publics et privés. Le nombre global de postes d’emploi créés devrait dépasser les 12 000 d’ici la fin de l’année, suite à la mise en service prochaine de plusieurs projets d’investissement privés, selon la même source. M. Aïssi a égale-

ment souligné que les projets du programme de logement de type location-vente “AADL 3” attribués à la wilaya seront réalisés dans plusieurs pôles urbains à travers différentes communes, dont celui de la région d’El-Hamama de la commune de Tizi, qui sera destiné au profit des communes de Mascara, El-Keurt, Bouhanifia, Froha et Tizi.

GUELMA

Plus de 23.600 postes d’emploi créés dans le secteur
de l’artisanat et des métiers

Le secteur de l’artisanat et des métiers a généré, dans la wilaya de Guelma, un total de 23.668 emplois dans différentes activités artisanales, a affirmé, dimanche, la directrice du tourisme et de l’artisanat, Nedjia Bechinia. La même responsable a précisé, au cours d’une intervention lors d’une exposition dédiée, au Centre des loisirs scientifiques Salah-Bounider de Guelma, à l’artisanat traditionnel, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de l’artisan (9 novembre de chaque année), que ce “nombre important de postes de travail a été

créé grâce aux activités de 8.582 artisans actives dans divers domaines de l’artisanat à travers la wilaya”. Mme Bechinia a indiqué que la main-d’œuvre active dans l’artisanat est “répartie sur trois domaines principaux, à savoir la production de services, la production de matériaux et l’artisanat traditionnel”. De son côté, le wali, Samir Chibane, a déclaré, dans une allocution prononcée lors de la remise de distinctions à un certain nombre d’artisans, en marge de l’exposition, que les autorités pu-

bliques ont “mis en place toutes les conditions favorables aux artisans pour concrétiser leurs activités sur le terrain, grâce à diverses incitations, un accompagnement et la garantie d’une formation dans différentes activités artisanales”. L’exposition s’est distinguée par une participation active des artisans de la région, qui ont saisi l’occasion de l’événement pour présenter leurs produits, dans toute leur variété, liés à la poterie, à la céramique, à la sculpture sur bois, aux pâtisseries, à l’ameublement traditionnel, à l’habit, à la joaillerie et aux œuvres d’art.

TIZI-OUZOU

Lancement de la campagne labours-semailles

Le coup d’envoi de la campagne labours-semailles 2025/2026 à Tizi-Ouzou a été donné dimanche à partir de la ferme pilote de Draâ-Ben-Khedda, à la sortie Ouest de la wilaya. Cette année, pas moins de 8.060 ha, à travers 700 d’exploitations céréalières, sur les 83.842 ha de surface agricole utile (SAU) que compte la wilaya, seront emblavés, selon les données communiquées par la direction locale des services agricoles (DSA). Une superficie de 6.950 ha sera consacrée à la culture de blé dur, 650 ha au blé ten-

dre, 340 ha à l’orge, 100 ha à l’avoine, 20 ha à la culture du triticale et 1.450 ha aux différentes semences. Comparativement à l’année dernière, les objectifs de cette nouvelle campagne vont s’orienter vers la culture du blé tendre par l’augmentation de près de 200 hectares supplémentaires par rapport à l’année dernière où 480 hectares ont été consacrés à cette variété. En matière de logistique, quelques 750 tracteurs, 50 semoirs, 93 épandeurs d’engrais et 1.520 autres matériels d’accompagnement sont mobilisés pour cette cam-

pagne pour laquelle 2.200 employés sont également mobilisés. Le Wali de Tizi-Ouzou, Aboubakr Essedik Boucetta, a rappelé, à l’occasion, que cette campagne “s’inscrit dans la stratégie globale des pouvoirs publics visant à assurer la sécurité alimentaire du pays, notamment, en matière de céréaliculture”. Il a, par ailleurs, appelé à “assurer un accompagnement et un suivi de qualité pour assurer de grandes performances en matière de production de céréales notamment en matière de semence”.

ROYAUME-UNI ET EUROPE

Vers une cybersécurité d'alliance plutôt que de dépendance

La cybersécurité post-Brexit ne doit pas être une course solitaire, mais un champ de coopération agile entre des nations qui partagent des valeurs, des intérêts et une vulnérabilité commune.

Par Hamid Chriet (*)

Les cybermenaces ignorent les frontières, les idéologies et les accords commerciaux. Dans un monde où la donnée est devenue une arme stratégique, la sécurité numérique est aujourd'hui un enjeu aussi vital que l'énergie ou la défense. Pourtant, malgré cette évidence, l'Europe et le Royaume-Uni avancent encore trop souvent en ordre dispersé. L'un, enfermé dans sa régulation ; l'autre, porté par son pragmatisme opérationnel. Il est temps d'envisager une nouvelle approche : celle d'une cybersécurité d'alliance, fondée sur la complémentarité plutôt que sur la séparation. Depuis le Brexit, beaucoup ont voulu croire que le départ du Royaume-Uni marquait la fin d'un projet numérique commun. C'est une erreur d'analyse. Dans les faits, les cyber menaces auxquelles font face Paris, Berlin ou Londres sont identiques. Qu'il s'agisse d'attaques visant les chaînes d'approvisionnement, les infrastructures critiques ou les données de santé, la nature des risques est la même, et les adversaires, souvent, aussi. L'illusion d'une sécurité isolée ne tient pas. La cybersécurité post-Brexit ne doit pas être une course solitaire, mais un champ de coopération agile entre des nations qui partagent des valeurs, des intérêts et une vulnérabilité commune.

Les modèles britanniques et européens diffèrent, certes, mais ils se complètent. Le Royaume-Uni a su développer, autour du National Cyber Security Centre (NCSC), une approche à la fois réaliste, collaborative et orientée résultats. Cette structure est devenue un modèle international de réactivité, en particulier dans la gestion de crise et le partage d'intelligence avec le secteur privé. L'Union européenne, elle, a avancé sur un autre front : celui de la régulation et de la construction d'un cadre commun. Les directives NIS2 et le Cyber Resilience Act traduisent une volonté de



normaliser les exigences de sécurité à l'échelle du continent, d'imposer une culture de la prévention et de la transparence.

Ces deux philosophies, l'agilité britannique et la régulation européenne ne devraient pas s'opposer, mais se renforcer. Ensemble, elles peuvent former une approche cohérente : une cybersécurité d'alliance, pragmatique dans la mise en œuvre et exigeante dans les standards. Ce modèle serait capable de répondre au double défi auquel font face les démocraties européennes : protéger leurs infrastructures tout en préservant leur autonomie technologique.

Car le véritable danger, aujourd'hui, n'est pas seulement celui de l'attaque. Il réside dans la dépendance. La dépendance aux technologies étrangères, aux clouds américains, aux solutions de sécurité conçues hors du continent. Dans ce domaine, l'Europe et le Royaume-

Uni partagent la même fragilité : celle de s'en remettre, souvent par facilité, à des acteurs extra-européens dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec les leurs. Cette situation crée une vulnérabilité stratégique : celle d'une souveraineté numérique théorique, dépendante d'infrastructures qui ne lui appartiennent pas.

Rompre avec cette dépendance ne signifie pas se replier sur soi. Il ne s'agit pas de construire un "mur numérique européen", mais de bâtir un écosystème technologique souverain et interopérable. Sur ce point, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont tout intérêt à travailler ensemble. Londres possède une solide expérience dans la gestion des risques, la cyber-intelligence et la formation des talents. L'Europe, de son côté, dispose d'un pouvoir normatif unique et d'une base industrielle en pleine montée en puissance. En combi-

nant ces forces, il serait possible de créer une "troisième voie cyber" : ni américaine, ni chinoise, mais véritablement européenne.

Cette coopération pourrait s'articuler autour de trois priorités. D'abord, le partage de renseignement cyber, car la menace est collective et la réponse doit l'être aussi. Ensuite, la recherche conjointe dans les technologies critiques : chiffrement, cloud souverain, cybersécurité de l'intelligence artificielle afin de réduire la dépendance aux grands acteurs mondiaux. Enfin, la formation : sans capital humain, il n'y a pas de souveraineté. Créer des programmes communs de formation, de certification et de mobilité entre experts britanniques et européens renforcerait la résilience des deux côtés de la Manche. Certains diront que la coopération est déjà là, à travers l'OTAN ou les partenariats sectoriels. C'est vrai, mais cela reste insuffisant. L'enjeu n'est plus simplement de partager des informations techniques ou de réagir à une attaque : il s'agit de définir une vision commune de la cybersécurité en Europe. Une vision capable de concilier la rapidité britannique et la stabilité européenne, la souplesse du marché anglo-saxon et la rigueur institutionnelle de l'Union. C'est à cette condition que nous pourrions bâtir une souveraineté numérique durable.

Dans un monde où les lignes de fracture se redessinent entre blocs technologiques, la cybersécurité est devenue un instrument de puissance. L'Europe et le Royaume-Uni n'ont plus le luxe d'agir séparément. Leur avenir cyber dépend de leur capacité à coopérer, à mutualiser leurs forces et à parler d'une seule voix face aux géants qui dominent le cyberspace mondial. Ce n'est pas dans la séparation, mais dans l'alliance, que se joue la souveraineté numérique européenne.

(*) Expert franco-britannique en cybersécurité.

Source : La Tribune.fr, publié le 16/11/2025

TAXER LES CLASSES PREMIUM DES COMPAGNIES AÉRIENNES

À la COP30, l'idée fait son chemin

Portée par la France, l'idée d'une taxation des classes affaires, premières et des jets privés séduit de nouveaux pays. À mi-parcours de la COP30, la coalition s'élargit avec l'entrée du Nigeria et du Soudan du Sud, tandis que le Brésil devient observateur.

L'idée de taxer les classes premium et les jets privés pour financer l'adaptation climatique fait des émules. À l'occasion de la COP30 de Belém, Djibouti, le Nigeria et le Soudan du Sud ont rejoint la coalition de huit pays lancée fin juin, parmi lesquels la

France, l'Espagne et le Kenya. Le Brésil, pays hôte de la conférence, s'y associe en tant qu'observateur, aux côtés des Fidji et du Vanuatu.

Ceux qui ont déjà mis en place une taxe – comme la France – plaident pour un relèvement du niveau de contribution et davantage de progressivité, même si Paris assure pour l'heure ne pas envisager de hausse immédiate. « On essaie d'embarquer le maximum de pays là-dessus », confie-t-on à la COP30 de Belém de source française. « On reconnaît tous que sur la question du financement de l'adap-

tation au changement climatique, il va y avoir besoin de nouvelles ressources », souligne-t-on encore.

Berlin fait cavalier seul

À rebours, l'Allemagne a annoncé jeudi qu'elle reviendrait sur la hausse de la taxe sur les billets d'avion décidée par le précédent gouvernement, au nom du soutien au secteur aérien. « Nous avons décidé de revenir sur l'augmentation des taxes sur le transport aérien décidée en 2024 à partir du 1er juillet », a déclaré le chancelier

Friedrich Merz lors d'un point presse, précisant que la mesure soulagerait le secteur « pour environ 350 millions d'euros ». Berlin reste le seul grand pays européen à ne pas avoir retrouvé son niveau de trafic pré-pandémie. L'augmentation des taxes – passée de 12,48 à 15,53 euros sur les vols court-courriers et jusqu'à 70,83 euros sur les long-courriers – avait rapporté 1,9 milliard d'euros à l'État en 2024.

Source : latribune.fr, publié 16/11/2025

GNL EN MAURITANIE

Cosmos Energy franchit un nouveau cap dans son projet phare

La société américaine Cosmos Energy a annoncé avoir expédié un record de 13,5 cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) en octobre 2025, confirmant ainsi l'accélération de sa production et la solidité des performances techniques et financières de la première phase de son projet en Mauritanie. Au cœur de cette phase ascendante, le projet emblématique du GTA continue de battre ses propres records. Selon les données de Cosmos Energy, la production moyenne a atteint 65 500 barils équivalent pétrole par jour (bep/j) au troisième trimestre 2025, portée par l'augmentation de la production des installations offshore et la fiabilité des opérations sur les quatre unités de liquéfaction de gaz flottantes (FLNG). En octobre, l'entreprise a franchi un seuil symbolique en expédiant 13,5 cargaisons de GNL, en plus de la première cargaison de condensat. La production nette moyenne du trimestre s'élevait à environ 11 400 barils équivalent pétrole par jour, avec 6,8 cargaisons de GNL, conformément aux prévisions du consortium. Après la clôture du trimestre, 2,7 cargaisons supplémentaires ont été expédiées, portant le total à 13,5 cargaisons. Cosmos Energy met également en avant ses efforts pour réduire les coûts opérationnels. Selon son rapport trimestriel, les coûts nets ont diminué d'environ 10 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, grâce à la rationalisation des opérations et à l'application d'un modèle opérationnel plus efficace. Le refinancement du bail de l'unité flottante de production et de stockage (FPSO), prévu avant la fin de l'année, devrait permettre de réduire encore les dépenses courantes. Sur le plan technique, des travaux de maintenance préventive réussis ont été réalisés sur trois des quatre unités de liquéfaction, la quatrième unité devant être entretenue au cours du dernier trimestre. La première phase du projet devrait atteindre sa capacité maximale de production d'ici la fin 2025.

EGYPTE

Le singapourien Destiny Energy investira 210 millions \$ dans une usine d'ammoniac vert

L'usine, qui sera installée dans la zone économique du canal de Suez, devrait contribuer à approvisionner les usines locales en ammoniac et en hydrogène verts pour aider l'Égypte à répondre aux exigences du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières.

Destiny Energy, un groupe singapourien spécialisé dans le développement et la gestion des projets énergétiques durables, prévoit d'implanter une usine de production d'ammoniac vert en Égypte, pour un investissement de 210 millions de dollars, selon un communiqué publié le mercredi 12 novembre par le gouvernement égyptien. Le projet a été annoncé par le PDG de Destiny Energy, Vijay Sirse, lors d'une réunion avec le président de l'Autorité générale égyptienne pour l'investissement et les zones franches (GAFI), Hossam Heiba. M. Sirse a précisé que l'usine, qui sera installée dans la zone économique du canal de Suez (SCZone), devrait produire 300 tonnes d'ammoniac vert et 53 tonnes d'hydrogène vert par jour, soit une capacité cumulée de plus de 100 000 tonnes par an. Elle s'appuiera sur des capacités d'énergie renouvelable, tant éoliennes que solaires, développées directement par Destiny Energy ou fournies dans le cadre de partenariats avec d'autres entreprises opérant dans la SCZone.

Le président de la GAFI a réaffirmé, à cette occasion, le soutien du gouvernement aux projets d'énergie propre, que ce soit par le biais d'incitations à l'investissement pouvant couvrir jusqu'à 55 % du coût d'investissement via des déductions fiscales sur sept ans, ou en offrant des possibilités de financement via la plateforme nationale du programme Nexus of Water, Food, and Energy (NWFE), qui vise à produire 10 gigawatts (GW) de capacités renouvelables d'ici 2028 et à soutenir la décarbonation industrielle. Il a également fait remarquer que l'approvisionnement des usines locales en ammoniac vert contribuera à réduire l'empreinte carbone des produits exportés, et de répondre aux exigences du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'Union européenne (UE), améliorant ainsi l'accès au marché de ce bloc qui reste le premier partenaire commercial de l'Égypte.

Plus connu sous l'appellation de taxe carbone européenne, le CBAM imposera des taxes sur les importations en Europe de produits à forte intensité de carbone. Il a été mis en œuvre le 1er octobre 2023, avec une période de transition de trois ans au cours de laquelle seules les obligations de déclaration s'appliqueront. Les paiements ne seront exigés qu'à partir de 2026. Cette taxe, qui s'appliquera dans une première étape à sept secteurs (ciment, acier, fer, aluminium, engrais, électricité et hydrogène), s'impose à la fois comme un levier pour atteindre l'objectif de réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) et comme une mesure de défense commerciale. Elle vise, en effet, à rendre plus équitables les conditions de concurrence entre les entreprises de l'UE et celles des pays tiers en attribuant un prix du carbone à certains produits importés.

INVESTISSEMENT CULTUREL

Une mine d'opportunités prometteuses en Arabie Saoudite

Sous le patronage du prince héritier Mohammed bin Salman, la première édition de la Conférence sur l'investissement culturel s'est tenue fin septembre, reflétant l'ampleur de la croissance dont le secteur culturel a été témoin ces dernières années. L'événement a vu la signature de 89 accords d'une valeur de près de 5 milliards de SR (1,3 milliard de dollars), au milieu d'une grande présence d'investisseurs internationaux, de ges-

tionnaires de fonds et de chefs d'entreprise. Cela démontre la capacité du Royaume à façonner l'orientation future de l'investissement culturel et de la production créative durable. Dans le contexte des transformations rapides que connaît le secteur culturel et des défis sans précédent qu'elles entraînent, la conférence est apparue comme une initiative saoudienne visant à contribuer à envisager l'avenir du secteur, à sti-

muler les investissements et à créer des opportunités prometteuses dans le domaine de la culture. Les indicateurs mondiaux soulignent l'importance des industries créatives et culturelles en tant que pilier économique et d'investissement pour les pays du monde entier. Les investissements culturels sont estimés à 2 300 milliards de dollars par an, ce qui représente 3,1 % de la production mondiale totale. Compte tenu de l'immensité du

marché mondial des industries créatives et culturelles et de sa croissance doublée au cours des deux dernières décennies, le secteur culturel saoudien a bénéficié d'un soutien substantiel et sans précédent de la part du roi Salman et du prince héritier. Cela a fait du secteur culturel l'un de ceux qui connaissent la croissance la plus rapide dans le Royaume.

TUNISIE

Près de 600 millions de dinars alloués aux ponts et aux routes

Le ministre de l'Équipement et de l'Habitat, Slah Zouari, a révélé, dimanche soir, que des crédits d'un montant avoisinant 600 millions de dinars seront mobilisés en 2026, soit près de 40 % du budget de mission du ministère, au profit des ponts et des routes. S'exprimant lors de la séance plénière conjointe entre l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil des régions et des districts, tenue au Palais du Bardo et consacrée à l'examen de la mission « Équipement et Habitat » du projet de budget de l'État pour 2026, le ministre a indiqué que 300 millions de dinars seront affectés aux routes numérotées et 100 millions de dinars à l'entretien d'environ 350 kilomètres de pistes. Selon Slah Zouari, le ministère a également consacré 100 millions de dinars à la réparation des dégâts causés par les inondations et les glissements de terrain, 30 millions de dinars au renforcement de la sécurité routière, et 45 millions de dinars à l'entretien des bacs de Djerba ainsi

qu'à l'acquisition d'un nouveau bac. Il a également souligné le financement du programme de maintenance routière via les entreprises publiques et privées, l'achat et le renforcement des équipements — notamment les niveleuses — et l'allocation de 18 millions de dinars pour l'acquisition de nouvelles machines de nivellement. Il a ajouté que le reste des crédits sera consacré aux projets routiers et aux pistes, dont la majorité vise à poursuivre les chantiers déjà lancés ainsi que ceux qui démarreront prochainement. Le ministre a affirmé que le ministère entamera, au cours de l'année prochaine, la réalisation de 37 projets pour un coût global avoisinant 2,9 milliards de dinars. Parmi ces projets figurent des ouvrages majeurs, tels que l'axe économique de la route nationale n°13 reliant Kasserine, Sidi Bouzid et Sfax, pour un coût de 1,4 milliard de dinars. Parmi les autres projets, selon le ministre de l'Équipement, la route nationale n°2

reliant Kairouan à Enfidha (300 millions de dinars) et la route régionale n°77 Makthar-Habbabsa (110 millions de dinars pour plus de 50 kilomètres), ainsi que la construction de 14 nouveaux ponts à Mahdia, Kairouan, Siliana, Gabès, Monastir, Ben Arous, Manouba, Sfax, Bizerte, Béja et Nabeul. Il a également indiqué que le ministère travaille sur d'autres projets dans le gouvernorat de Gafsa, tels que la route locale n°899 reliant Sened à la route nationale n°3 (près de 30 kilomètres), ainsi que le contournement de Zarzis, pour un coût avoisinant 110 millions de dinars. Il a noté que le coût cumulé des projets en cours dépasse actuellement 4 milliards de dinars et que le ministère exécute 79 projets, principalement destinés à développer le réseau routier. À ce propos, Zwaari a assuré que le ministère renforcera le recrutement d'ingénieurs, de techniciens, d'administrateurs et de contrôleurs de travaux afin de garantir l'avancement de l'ensemble des

projets mentionnés. Il a ajouté que le ministère lancera, dans le cadre du plan de développement 2026-2030, plusieurs projets structurants visant à relier les régions entre elles. Parmi les plus importants figurent l'autoroute Bou Salem-Fernana (environ 45 kilomètres) et l'autoroute Tunis-Le Kef, en plus de deux axes majeurs dans le sud : la route nationale n°15 reliant Kasserine à Gabès via Gafsa, et la route nationale n°16 qui part de Gabès vers la frontière algérienne via Kebili jusqu'à Hazoua. Selon Zouari, le ministère travaille également sur une étude visant à établir une liaison permanente entre l'île de Djerba, Ajim et Jorf. Un appel d'offres a été lancé à cet effet, en attendant le démarrage du projet dans les plus brefs délais. Il a affirmé que plusieurs projets seront achevés en 2026, notamment l'entrée sud de la capitale, les projets de Korbous, Jelma et la liaison de Bizerte.

POUR RENFORCER SA FILIÈRE PALMIER À HUILE

Le Ghana prévoit 500 millions \$

3^e producteur ouest-africain d’huile de palme derrière le Nigeria et la Côte d’Ivoire, le Ghana dépend encore à hauteur de 30 % des importations pour ses besoins. Le pays, qui renouvelle son ambition d’autosuffisance, veut créer un environnement favorable à la relance du secteur.

Le gouvernement ghanéen a décidé de mettre en place une facilité de financement de 500 millions USD dans le cadre de sa Politique nationale de développement intégré de l’huile de palme sur la période 2026-2032. L’information émane du document de la Déclaration budgétaire et politique économique pour l’exercice financier 2026, présenté le jeudi 13 novembre devant le Parlement. Élaborée en partenariat avec la Banque mondiale, la Banque de développement du Ghana et d’autres institutions financières de développement, cette facilité de financement offrira des prêts à long terme, un moratoire de 5 ans sur le remboursement et des taux d’intérêt concessionnels. Elle doit également financer jusqu’à 70 % des coûts des projets industriels liés au développement de la filière. Autant d’avantages visant à susciter l’intérêt des investisseurs privés locaux, pour débloquer davantage de financement et soutenir les ambitions du gouvernement, qui cible l’autosuffisance en huile de palme. La nouvelle politique de développement intégré

prévoit à cet effet l’aménagement de 100 000 hectares de nouvelles plantations de palmiers à huile, en vue d’augmenter la disponibilité de matière première pour les usines de transformation. « Le palmier à huile est une culture à long terme qui nécessite un capital patient, abordable et prévisible. Les prêts commerciaux conventionnels à court terme ne conviennent pas à une culture qui atteint sa pleine maturité au bout de près de sept ans. Grâce à ce modèle de capital patient, le Ghana attirera les investisseurs nationaux et étrangers », souligne le document. En avril dernier par exemple, le ministère des Finances avait annoncé l’intention du gouvernement de mobiliser 100 millions USD d’investissements auprès du secteur privé pour développer 20 000 hectares de palmeraies. Plus récemment en juillet 2025, un partenariat public-privé a été conclu avec l’entreprise agroalimentaire Onesta Ghana Ltd pour développer et exploiter 10 000 hectares de palmeraies dans la première phase d’un projet de 50 millions USD, dédié à la production d’huile de palme brute et raffinée.

Inclusion des petits exploitants agricoles

La politique ghanéenne de développement intégré de l’huile de palme mise également sur l’intégration des petits exploitants, comme partenaires des grandes plantations et des unités de transformation pour accélérer le développement de la base industrielle. Elle prévoit des dispositions pour susciter l’intérêt des agriculteurs, notamment en leur garantissant un accès à des plants améliorés, des engrais subventionnés, des contrats d’achat pour leur production, l’accès au financement ainsi qu’à la formation aux bonnes pratiques de production. « Le gouvernement, via la Tree Crops Development Authority (TCDA), l’Oil Palm Research Institute (OPRI) et la Ghana EXIM Bank, fournira financement, recherche et assistance technique aux coopératives organisées. Un Fonds de soutien aux petits exploitants garantira l’accès des femmes et des jeunes au crédit abordable et à la formation aux compétences. », peut-on lire dans le document.

BÉNIN

Le pays sécurise une unité offshore prête pour le projet pétrolier de Sèmè

Après 27 ans d’arrêt, les travaux de forage ont repris en août 2025 sur le champ pétrolier de Sèmè, au Bénin. Les parties prenantes actives sur le projet espèrent relancer la production dans les plus brefs délais. Le Bénin a franchi une étape clé dans la relance de l’exploitation du champ pétrolier Sèmè. L’installation offshore destinée au projet est désormais opérationnelle après sa

transformation en unité de production mobile (MOPU). Selon les informations rapportées vendredi 14 novembre par Upstream, la plateforme a été convertie dans les chantiers Drydocks World à Dubaï aux Émirats arabes unis et est désormais prête pour sa mission. Fin avril 2025, Offshore Energy avait en effet rapporté que la filiale Akrake Petroleum du groupe Rex International Holding avait conclu

des contrats portant sur une MOPU et une unité de stockage (FSO) destinée à ce champ. Selon des données publiées en août 2024 dans le Qualified Person’s Report (QPR), préparé pour Rex International, la phase initiale du redéveloppement ciblera les réservoirs H6. Le document, réalisé par Exceed Torridon Ltd, prévoit un premier puits vertical suivi d’un puits horizontal. Les travaux d’installation

offshore doivent progresser avec la mise en place de la MOPU et du FSO. Les données publiées plus tôt cette année mentionnent une arrivée attendue d’ici la fin de l’année 2025. Le champ Sèmè a produit environ 22 millions de barils de brut entre 1982 et 1998 grâce à la compagnie norvégienne Saga Petroleum, avant son arrêt face à la faiblesse des prix du baril de brut.

POUR SOUTENIR LES MPME ET L’AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE DU SUD

La BAD accorde 310 millions \$ à FirstRand Bank

Le Conseil d’administration du Groupe de la Banque africaine de développement a accordé un paquet financier de 310 millions de dollars à FirstRand Bank, l’une des plus grandes institutions financières du continent. Ce soutien permettra d’accroître significativement l’accès au financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), avec un accent particulier sur les entreprises dirigées et détenues par des

femmes et les entreprises agro-industrielles en Afrique du Sud. Ce paquet de financement complet témoigne du soutien continu du Groupe de la Banque à la croissance tirée par le secteur privé et de sa confiance dans le bilan de FNB, la principale franchise bancaire commerciale de FirstRand, pour soutenir la transformation socio-économique et la croissance inclusive de l’Afrique du Sud, en particulier par l’autonomisation des entrepreneures

et des entreprises agricoles à l’échelle nationale. Le montage financier comprend trois volets stratégiques : une ligne de crédit de 200 millions de dollars destinée à être redistribuée aux MPME de divers secteurs ; une ligne de crédit sexospécifique de 100 millions de dollars dédiée aux MPME détenues par des femmes ; et une ligne de crédit concessionnelle de dix millions de dollars issue du Mécanisme de financement catalytique pour les

PME agroalimentaires et ciblant les petites entreprises agricoles détenues par des femmes. « Cette approbation souligne la volonté de la Banque africaine de développement de soutenir le secteur privé et de favoriser une croissance économique inclusive en Afrique du Sud », a déclaré Kennedy Mbekeani, directeur général du Groupe de la Banque africaine de développement pour l’Afrique australe. « En acheminant ces ressources par

l’intermédiaire de FirstRand en particulier de sa franchise bancaire commerciale, la FNB, nous travaillons avec des partenaires de confiance ayant une portée étendue pour veiller à ce que les MPME — notamment celles détenues par des femmes — aient accès au capital dont elles ont besoin pour se développer, créer des emplois et contribuer au développement économique de l’Afrique du Sud. »

AVEC SIMANDOU

La Guinée prévoit un fonds souverain de 1 milliard USD pour 2026

En Guinée, le secteur minier compte déjà parmi les principaux contributeurs à l’économie, représentant 20 % du PIB en 2022. Un poids qui pourrait encore se renforcer avec le récent lancement du gisement Simandou, un projet d’envergure placé au cœur des plans de développement du pays. La Guinée envisage de lancer un fonds souverain d’un montant initial de 1 milliard USD d’ici le deuxième trimestre 2026, selon des propos attribués mercredi 12 novembre par Reuters à Ismaël Nabe (photo), ministre de la Planification. Cet

instrument, premier du genre pour le pays ouest-africain, sera alimenté par les revenus tirés du secteur minier, notamment ceux attendus du projet de minerai de fer Simandou, lancé cette semaine. Dans le détail, on apprend que les sommes qui seront allouées au fonds serviront à financer des projets dans d’autres secteurs clés tels que l’éducation, les infrastructures ou encore l’industrie. Avec cette initiative, Conakry entend, apprend-on, atténuer la volatilité budgétaire liée à la fluctuation des prix des matières premières, tout en soutenant la diversifica-

tion de l’économie nationale. « Quels que soient les revenus que nous percevons, nous en prélèverons une partie et la verserons au fonds souverain afin de nous aider à lever davantage de fonds et à réaliser plus d’investissements », a ajouté le ministre, selon les propos relayés par Reuters. L’économie de la Guinée, premier pays producteur de bauxite au monde, ainsi que producteur d’alumine, d’or et de minerai de fer, reste principalement soutenue par le secteur minier. Selon l’ITIE-Guinée, les Mines ont compté pour plus de 92 % des recettes d’exporta-

tion en 2022, représentant 20 % du PIB national. Alors que les autorités cherchent à renforcer ce secteur, notamment via la transformation locale de la bauxite, Simandou devrait encore plus stimuler les revenus miniers. Selon Rio Tinto, coactionnaire du projet, l’exploitation de cette mine d’une capacité maximale annuelle de 120 millions de tonnes pourrait doubler la valeur des exportations minières du pays. Un contexte idéal pour le lancement de ce fonds souverain, dont la mise en place s’inscrira dans le programme national « Simandou 2040 ».

AVEC DE NOUVEAUX
VOLS LILONGWE-
JOHANNESBURG

Le Malawi élargit son réseau aérien

Les autorités malawites ont récemment dévoilé une réforme du secteur des transports nationaux. Celle-ci prévoit notamment l’expansion des opérations de Malawi Airlines. Malawi Airlines vient d’annoncer l’introduction de trois nouveaux vols hebdomadaires non-stop entre l’aéroport international Kamuzu de Lilongwe et l’aéroport international OR Tambo de Johannesburg, à partir du 6 décembre 2025. Les nouveaux services, opérant les lundis, samedis et dimanches, viendront compléter les vols quotidiens existants via Blantyre, portant le nombre total de fréquences sur la route de Johannesburg à dix par semaine. Le gouvernement a déclaré que l’élargissement du programme vise à améliorer la commodité pour les voyageurs et à renforcer les liaisons aériennes entre le Malawi et l’Afrique du Sud, l’un des principaux partenaires commerciaux et d’investissement du pays. Les nouveaux vols directs quitteront Lilongwe à 10h20 et arriveront à Johannesburg à 12h35, avec le vol retour partant à 13h25 et atterrissant à 15h40. Cette initiative intervient dans un contexte de demande croissante pour des liaisons aériennes régionales plus rapides et plus fiables, comme le rapportent les médias locaux. Une meilleure accessibilité devrait stimuler le commerce, le tourisme et les voyages d’affaires, tout en soutenant l’objectif du Malawi de positionner Lilongwe comme un hub aérien régional.

BOURSE ZURICH

Ouverture légèrement positive après l'accord USA-Suisse

La Bourse suisse a ouvert en petite hausse lundi matin, les investisseurs digérant encore la conclusion vendredi d'un accord commercial entre la Suisse et les Etats-Unis faisant passer les droits de douane de 39% à 15%. Avec la fin du blocage budgétaire outre-Atlantique, le marché attend aussi impatiemment la publication de données conjoncturelles importantes sur la première économie mondiale.

“Berne obtient un allègement sur des secteurs clés - horlogerie, machines, instruments de précision, pharma, semi-conducteurs - tandis que Washington attend en retour des usines, des emplois et des transferts de technologies dans l'aérospatial, l'énergie, les dispositifs médicaux, le raffinage de l'or ou encore l'équipement ferroviaire", a résumé John Plassard. Selon le responsable de la stratégie d'investissement de la banque Cité Gestion, "le tarif punitif devient un outil de négociation pour rapatrier de la production sur le sol américain, dans la droite ligne de la stratégie de réindustrialisation de Donald Trump". "Pour les marchés, la lecture est double: à court terme, l'accord réduit un risque de choc négatif sur les bénéfices des exportateurs suisses, mais à moyen terme, il matérialise un glissement durable vers une diplomatie économique transactionnelle, basée sur les deals bilatéraux et les grands engagements d'investissement". Peu avant 09h10 à la Bourse suisse, l'in-

dice vedette SMI progressait d'à peine 0,11% à 12'648,40 points, après avoir clôturé vendredi en baisse de 0,84%. Le SLI gagnait 0,19% à 2055,79 points, tandis que le SPI s'ajugeait 0,1% à 17'409,09 points. La grande majorité des valeurs vedettes a ouvert dans le vert, emmenées par Sonova (+1,3%), Julius Bär (+1,3%) et Sandoz (+0,9%). Les analystes de Bernstein et JPMorgan ont pourtant abaissé l'objectif de cours du spécialiste des aides auditives, tout en confirmant leurs recommandations. Le laboratoire bâlois a quant à lui lancé aux Etats-Unis Tyruko, une version bio-similaire du traitement de la sclérose en plaques Tysabri de l'américain Biogen. Logitech (-0,9%) se retrouvait par contre au fond du tableau. Le spécialiste des claviers et souris a annoncé vendredi soir que des pirates informatiques s'étaient introduits dans ses systèmes informatiques. Cette cyberattaque n'aura aucun impact notable sur la situation financière ou les résultats commerciaux

de l'entreprise, avait-elle affirmé. VAT Group (-0,6%) et Swiss Re (-0,7%) cédaient aussi leurs gains. Les experts de Vontobel ont abaissé l'objectif de cours du réassureur, tout en confirmant le titre à l'achat. Sur le marché élargi, Siegfried (-2,3%) reculait, alors que Tecan (+0,1%) avançait modestement. Le sous-traitant pharmaceutique a débauché Tania Micki de Tecan pour occuper la fonction de directrice financière à compter du 1er juil-

let 2026. SIG Group (+11,7%) s'envolait. Le spécialiste des emballages a nommé Mikko Keto au poste de directeur général. Il prendra ses nouvelles fonctions au premier semestre 2026. Cicor (+2,3%) a reçu deux commandes d'environ 40 millions de francs suisses, effectuées par des clients du secteur de l'aéronautique et de la défense. Le groupe a confirmé dans la foulée ses objectifs annuels.

EN AMONT D'UNE SEMAINE IMPORTANTE

L'Europe ouvre sur une note prudente

Les principales Bourses européennes avancent prudemment en début de séance lundi, alors que commence une semaine qui sera marquée par la publication des données économiques américaines en retard et les résultats financiers du géant américain Nvidia. À Paris, le CAC 40 gagne 0,04% à 8.173,41 points vers 08h05 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,11% et à Londres, le FTSE 100 monte de 0,02%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,08%, le FTSEurofirst 300 avance de 0,13% et le Stoxx 600 progresse de 0,15%. La publication de données américaines majeure cette semaine sera le rapport sur l'emploi de septembre, retardé, qui sera dévoilé.

Ces chiffres pourraient être trop anciens pour être vraiment utiles car des enquêtes privées ont déjà signalé un ralentissement du marché du travail. Mais avec 19 interventions prévues cette semaine de la part de responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed), leur interprétation des données sera également scrutée de près. Un autre événement important pour les marchés cette semaine sera la publication des résultats de Nvidia, qui s'annonce comme un test pour la tendance haussière de l'IA après les re-mous récents sur les valeurs technologiques. Aux valeurs, Pluxee avance de 1,6% après avoir ajusté ses perspectives financières pour 2026 en raison du changement de cadre réglementaire au Brésil.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 17 Novembre 2025 Valeur : 19 Novembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.1686	130.1836
1	EUR	EURO		151.0997	151.1432
1	GBP	POUND STERLING		171.4550	171.5199
100	JPY	JAPANESE YEN		84.1426	84.1577
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3215	18.3257
1	CHF	SWISS FRANC		163.9610	164.0625
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.8516	92.8689
1	DKK	DANISH KRONE		20.2383	20.2460
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7810	13.7848
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9009	12.9049
1	AED	UAE DIRHAM		35.4383	35.4444
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7088	34.7147
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.2784	424.4656
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0292	44.4717
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0840	14.0856
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8012	23.9233
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2600	3.2701
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1142	177.1142

ASIE

Les tensions Chine-Japon font tanguer la Bourse de Tokyo

Compagnies aériennes, cosmétiques, grands magasins... Les groupes liés au tourisme ont plongé lundi à la Bourse de Tokyo, après que la Chine a recommandé à ses ressortissants d'éviter de voyager au Japon, en pleine passe d'armes au sujet de Taïwan, au risque de fragiliser ce secteur-clé de l'économie nipponne. A l'origine du regain de tensions: la nouvelle Première ministre japonaise Sanae Takaichi a déclaré le 7 novembre que si "une situation d'urgence" à Taïwan impliquait "le déploiement de navires de guerre et le recours à la force, cela pourrait constituer une menace pour la survie du Japon". Des propos largement interprétés comme l'indication qu'une attaque contre Taïwan - île dont Pékin revendique la souveraineté - pourrait justifier un soutien militaire de Tokyo à Taipei. Taïwan n'est qu'à 100 km de l'île japonaise la plus proche. Alors que la crise entre Pékin et To-

kyo n'a depuis cessé de s'envenimer, la diplomatie chinoise a recommandé vendredi à ses ressortissants "d'éviter de se rendre au Japon dans un avenir proche", en raison de "risques importants" pour leur sécurité. De quoi alarmer le secteur du tourisme au Japon: à l'heure où l'archipel enregistre des arrivées record de touristes, la Chine est sa première source de visiteurs étrangers. Sur les neuf premiers mois de 2025, l'archipel a accueilli 7,5 millions de visiteurs chinois, selon des chiffres officiels nippons, soit une envolée de 42% sur un an... et un quart du total des touristes étrangers. Attirés par un yen faible, ils ont dépensé l'équivalent de 3,28 milliards d'euros au troisième trimestre. A la Bourse de Tokyo lundi, le fabricant de cosmétiques Shiseido a dévissé de 9,07%. Parmi les grands magasins prisés des touristes, Mitsukoshi a lâché 11,30%, Takashi-

maya 6,17% et Pan Pacific (enseignes Don Quijote) a perdu jusqu'à 9,7% en séance. Les compagnies aériennes Japan Airlines JAL et ANA ont abandonné environ 3,5%, bien que JAL ait assuré à l'AFP n'avoir pas constaté d'annulations conséquentes. Le Japon était l'an dernier la quatrième destination favorite des voyageurs de Chine continentale. Et en 2024, plus de 100.000 étudiants chinois étaient inscrits dans des établissements d'enseignement au Japon, selon le gouvernement nippon. A la suite de l'annonce de Pékin, les principales compagnies aériennes chinoises (Air China, China Southern et China Eastern) ont proposé samedi à leur clientèle le remboursement intégral de leurs vols pour le Japon. Leurs actions ont cédé un peu de terrain lundi à la Bourse de Hong Kong, tandis que la plateforme chinoise de réservations touristiques Trip.com y chutait de quelque 4%.

"Cette dernière annonce (...) est incompatible avec l'orientation générale convenue par nos dirigeants sur la promotion d'une relation mutuellement avantageuse", a réagi lundi le secrétaire général du gouvernement nippon Minoru Kihara. Selon les médias nippons, le plus haut responsable du ministère japonais des Affaires étrangères chargé des affaires Asie-Pacifique, Masaaki Kanai, est arrivé lundi à Pékin, où il doit s'entretenir avec son homologue chinois Liu Jinsong. Dans un message sur X, supprimé depuis, le consul général de Chine à Osaka, Xue Jian, avait menacé de "couper cette sale tête sans la moindre hésitation" en évoquant le discours de Mme Takaichi. Dans la foulée, Tokyo et Pékin avaient convoqué la semaine dernière leurs ambassadeurs respectifs. Autre signe d'intensification des tensions: selon M. Kihara, des navires des garde-côtes chinois ont passé dimanche plusieurs heures dans les eaux territoriales japo-

naises autour des îles Senkaku, revendiquées par Pékin sous le nom d'îles Diaoyu. Tokyo a également annoncé lundi avoir mobilisé son aviation après la détection d'un drone présumé chinois près de son île la plus méridionale, proche de Taïwan. À Pékin, Daniel Feng, un informaticien interrogé par l'AFP, juge les réactions du gouvernement chinois de "très mesurées": "si (Takaichi) se contente de parler, ce n'est pas un problème... Mais s'ils passent à l'action, l'armée de notre pays les vaincra indubitablement", a déclaré le quadragénaire. Ces tensions avec Pékin interviennent sur fond de conjoncture économique fragile pour le Japon, qui a vu son PIB se contracter de 0,4% au troisième trimestre. Pour Marcel Thieliand, analyste de Capital Economics, la crise risque de dégénérer en un conflit commercial de grande ampleur, comparable à celui qu'ont connu les deux pays au début des années 2010.

JAPON

L'économie se contracte de 0,4% au 3^e trimestre

Le Japon a vu son économie se contracter au troisième trimestre 2025, mais moins qu'attendu, dans un environnement marqué par l'affaiblissement de ses exportations sous pression des droits de douane américains, une inflation persistante et des investissements immobiliers en berne.

D'après une première estimation officielle publiée lundi par le gouvernement, le produit intérieur brut (PIB) de la quatrième économie mondiale a reculé de 0,4% sur la période juillet-septembre par rapport au trimestre précédent. C'est sa première contraction depuis un an et demi. Les analystes sondés par l'agence Bloomberg anticipaient un repli plus marqué encore (-0,6%). Cette morosité pourrait renforcer la probabilité d'un colossal plan de soutien à l'activité, évoqué dès son arrivée au pouvoir le mois dernier par la nouvelle Première ministre Sanae Takaichi. Le PIB japonais avait gonflé de 0,6% au deuxième trimestre (croissance révisée en hausse ce lundi), après un premier trimestre plus ou moins atone (+0,2%), à la suite d'une quasi-stagnation sur l'année 2024.

Selon les chiffres gouvernementaux, l'économie nipponne a notamment été minée ces derniers mois par un affaiblissement des investissements privés dans l'immobilier. Par ailleurs, l'économie japonaise, très dépendante des exportations, reste plombée par l'offensive douanière engagée par Washington, et ce en dépit de l'accord commercial conclu durant l'été entre les deux puissances - qui fixait à 15% les droits américains sur les produits japonais, en deçà des 25% dont ils étaient menacés. Au total, tous pays confondus, les exportations du Japon ont ainsi reculé de 0,1% en août sur un an, leur quatrième mois de recul consécutif. Elles se sont redressées en septembre, grâce aux semi-conducteurs, mais les exportations nipponnes vers les Etats-Unis ont continué de plonger (-13,3% sur un an).

Enfin, même si elle résiste, la consommation privée demeure quasi stagnante sur fond de pressions inflationnistes tenaces. L'inflation au Japon a encore accéléré en septembre (+2,9% sur un an) après s'être modérée les mois précédents, tirée par les prix du riz et surtout de l'énergie, et s'établissant très au-delà de la cible de 2% fixée par la Banque du Japon. Le pays, longtemps menacé par la déflation, est confronté depuis 2022 à une hausse soutenue des prix à la consommation. Pour contrer le retour de l'inflation, la BoJ avait entamé en mars 2024 un resserrement de ses taux, après dix ans de politique monétaire ultra-accommodante, mais elle a suspendu cette dynamique après janvier dernier face à l'assombrissement de l'horizon économique.

PLOMBÉE PAR UNE CHUTE DES INVESTISSEMENTS La Chine a encore ralenti en octobre

Le géant asiatique fait face à une consommation en berne depuis la pandémie de Covid-19, une crise persistante de l'immobilier et un marché de l'emploi peu dynamique, surtout pour les jeunes. La croissance des ventes au détail et de la production industrielle en Chine a légèrement ralenti le mois dernier, selon des données officielles publiées vendredi 14 novembre, signe des difficultés économiques persistantes de la deuxième économie mondiale. Le géant asiatique fait face à une consommation en berne depuis la pandémie de Covid-19, une crise prolongée du

secteur immobilier et un marché de l'emploi peu dynamique, surtout pour les jeunes. La croissance chinoise sur la période juillet-septembre s'est établie à +4,8% sur un an, contre 5,2% au trimestre précédent. De nombreux économistes estiment que l'Etat-parti chinois devrait évoluer vers un modèle de croissance davantage porté par la consommation plutôt que par les investissements publics et les exportations, deux moteurs traditionnels de l'économie. Indicateur clé de la consommation, les ventes au détail ont pourtant ralenti en octobre à +2,9% sur un an, contre +3% le

mois précédent, selon des données publiées vendredi par le Bureau national des statistiques (BNS). Il s'agit du cinquième mois consécutif de baisse depuis un pic de +6,4% en mai. Le mois d'octobre correspond à une période de regain de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. Depuis, les présidents chinois et américain Xi Jinping et Donald Trump sont convenus d'une trêve lors d'un sommet le 30 octobre. Cet accord a rassuré les exportateurs chinois, même si les expéditions étaient restées résilientes ces derniers mois grâce à une hausse des exportations

vers d'autres régions, comme l'Asie du Sud-Est. Affaiblissement de la demande externe Malgré ces bonnes performances à l'export, la production industrielle a déçu les attentes le mois dernier, avec une augmentation de 4,9% sur un an, inférieure à la prévision de +5,5% des économistes sondés par l'agence Bloomberg. Il s'agit de la plus faible progression depuis le mois d'août 2024. Elle a été qualifiée de "préoccupante" par Zichun Huang, économiste du cabinet Capital Economics.

ITALIE

Les prix des produits alimentaires ont explosé en quatre ans

Le rapport de l'Institut national de la statistique (Istat) sur l'évolution de l'économie italienne pointe du doigt l'explosion des produits alimentaires de 25% depuis 2021. Certains produits sont particulièrement touchés. Les prix des produits alimentaires accélèrent bien plus rapidement que l'inflation générale. Entre 2021 et 2025, ils ont enregistré une hausse de prix de 25%, soit une augmentation supérieure de près de 8 points à celle enregistrée au cours de la même période par l'indice général des prix à la consommation. C'est ce qui ressort du rapport de l'Institut national de la statistique (Istat) sur l'évolution de l'économie italienne. Alors que les dépenses alimentaires représentent plus d'un cinquième de la valeur économique des biens et services consommés par les ménages italiens en 2025, la hausse de prix a surtout touché les familles « à faibles revenus », précise l'Institut. Hausse des prix : les produits alimentaires les plus touchés Les produits alimentaires frais (ou non transformés) ont augmenté davantage que les produits transformés, respectivement de 26,2 % et de 24,3 %. Plus précisément, le prix des fruits et légumes ont explosé de 32,7 % en quatre ans, le lait, les fromages et les œufs de 28,1 % et le pain et les céréales de 25,5 %. Ce phénomène ne concerne pas uniquement l'Italie, il est même intense dans les pays voisins avec une augmentation moyenne de 32,2% dans l'UE des 27, jusqu'à 32,8% en Allemagne contre 23,9% en France. Au cours de la même période, les prix des matières premières alimentaires ont continué d'augmenter. En Italie, le prix à la consommation des produits énergétiques a augmenté de 76 % entre octobre 2021 et novembre 2022 à cause la guerre en Ukraine, soit bien plus que la moyenne de la zone euro (38,7 %) et des autres principaux pays européens : Allemagne (42,7 %), France (21,1 %) et Espagne (2,9 %). La hausse du coût de l'énergie a eu « un impact direct et particulièrement significatif » sur le secteur des produits alimentaires non transformés.

SELON LE MINISTÈRE DES FINANCES

L'Irlande face à un défi budgétaire majeur lié au vieillissement de la population

La dette nationale de l'Irlande pourrait plus que doubler pour atteindre 148% du revenu national brut d'ici 2065, tandis que le déficit budgétaire pourrait grimper à 7,9% si aucune réforme n'est engagée au cours de la prochaine décennie afin d'atténuer l'impact du vieillissement de la population, a averti le ministère des Finances. Le ratio de dépendance des personnes âgées en Irlande – soit le nombre de personnes de plus de 65 ans pour 100 personnes en âge de travailler – devrait bondir à 55,2% d'ici 2065, contre 23% en 2022. Cette évolution mettra sous tension les finances publiques, entra-

vera la croissance de la main-d'œuvre et freinera la croissance économique, souligne le ministère. Selon les modélisations présentées dans un rapport de 240 pages examinant la soutenabilité à long terme des politiques actuelles, les recettes de l'impôt sur les sociétés, en forte hausse mais volatiles, devraient commencer à diminuer de manière significative, revenant vers leur niveau historique entre 2030 et 2040. Une augmentation de la fiscalité, une réduction des dépenses publiques, une hausse de la productivité du secteur public – ou une combinaison de ces trois

mesures – pourrait s'avérer nécessaire pour éviter un déclin budgétaire susceptible de compromettre la fourniture de services publics et l'investissement, conclut le rapport. « Les dix prochaines années seront cruciales pour mettre en œuvre des réformes avant que la marge de manœuvre budgétaire ne se réduise », prévient le ministère, notant que le coût du vieillissement, du climat, les pressions sur le système de santé et la demande de logements pèseront lourdement sur les dépenses à partir du milieu des années 2030. Les dépenses liées à l'âge pour la santé, les soins de longue durée et les

retraites représenteront à elles seules 46% de l'ensemble des dépenses publiques courantes d'ici 2065, estime le rapport. Ces pressions budgétaires sont attendues même avec la disponibilité de fonds supplémentaires à partir de 2041, grâce au nouveau fonds souverain irlandais. La modélisation prévoit que la croissance économique – actuellement estimée à 3% par an jusqu'en 2030 – ralentira pour atteindre 0,5% à l'horizon 2065, tandis que la poursuite de l'immigration sera essentielle pour retarder la baisse de la main-d'œuvre jusqu'à 2047.

AVEC SPICE

Meta pousse l'IA vers l'auto-apprentissage autonome

Le dernier système d'apprentissage par renforcement Spice de Meta permet aux grands modèles de langage de s'améliorer en utilisant des données du monde réel plutôt que des ensembles de formation sélectionnés.

Appelé Spice (Self-Play in Corpus Environments), ce framework d'apprentissage par renforcement dévoilé par les chercheurs de Meta pousse les grands modèles de langage (LLM) à améliorer leurs capacités de raisonnement sans supervision humaine. Développé en collaboration avec l'Université nationale de Singapour, Spice entraîne un modèle unique à agir à la fois comme un challenger, qui génère des problèmes complexes basés sur des documents, et comme un raisonneur, qui les résout. En fondant le processus d'apprentissage sur des corpus de textes réels plutôt que sur des données synthétiques, le système évite les boucles d'hallucination qui ont affecté les méthodes d'auto-apprentissage précédentes. En moyenne, dans les tests de référence en mathématiques et en raisonnement général, le modèle parvient à s'améliorer de près de 10 %. Cette approche est présentée par les chercheurs comme un « changement de paradigme » vers des systèmes d'IA capables de s'améliorer eux-mêmes grâce à l'interaction avec les vastes connaissances vérifiables intégrées dans les documents web plutôt qu'avec des ensembles de données statiques sélectionnés par des humains.

Une IA difficile à mettre en œuvre

L'idée d'une IA auto-améliorée a commencé à prendre forme avec le développement des LLM capables de raisonner. Cependant, la plupart des méthodes existantes se heurtent à des obstacles fondamentaux après quelques progrès initiaux. « Sans ancrage externe, les modèles atteignent inévitablement un plateau ou s'effondrent en raison de deux problèmes critiques », ont déclaré les chercheurs dans leur article. « D'abord, l'amplification des hallucinations, où les erreurs factuelles dans les questions et les réponses générées s'aggravent à mesure que les modèles s'entraînent sur leurs propres données synthétiques non vérifiables, et ensuite, la symétrie de l'information, où le générateur de problèmes et le solveur partagent la même base de connaissances, ce qui empêche tout véritable défi et conduit à des modèles plus simples et plus répétitifs. » Même les nouvelles techniques qui tentent de maintenir la diversité des données d'entraînement, telles que la synthèse variationnelle, se heurtent encore à des limites. Elles ne peuvent fonctionner qu'avec ce qui a déjà été capturé pendant le pré-entraînement, re-



mixant essentiellement les mêmes informations de manière nouvelle. »

Ce qui rend Spice efficace

Spice repose sur le concept selon lequel un seul LLM assume deux rôles alternatifs, l'un qui crée des défis et l'autre qui tente de les résoudre. Dans une phase, le modèle agit comme le Challenger, celui qui tire des informations d'un vaste corpus de documents pour générer des questions complexes fondées sur ces documents. Dans la phase suivante, il change de rôle pour devenir le Reasoner, celui qui essaye de répondre à ces questions sans voir le matériel source. Le challenger obtient des récompenses plus importantes lorsqu'il crée des problèmes qui se situent à la limite de ce que le raisonneur peut gérer, rendant les tâches difficiles mais qu'il est toujours possible de résoudre. Le raisonneur est récompensé pour avoir produit des réponses correctes. Ce processus itératif, étayé par des données réelles, permet au système de continuer à découvrir de nouveaux défis et d'améliorer sa capacité à les résoudre sans supervision humaine. Cette approche supprime la vérification qui limitait auparavant la recherche à des domaines spécialisés comme les mathématiques et le codage. Les réponses étant basées sur des documents réels, le système peut les vérifier à l'aide de sources factuelles plutôt que de s'appuyer sur des données synthétiques ou supposées.

Des performances de raisonnement améliorées

Lorsqu'ils ont testé différents LLM, les chercheurs ont constaté que Spice présentait des améliorations claires et constantes dans les

performances de raisonnement. Sur le modèle Qwen3 4B, les performances sont passées de 35,8 % à 44,9 %, tandis que sur le modèle 8B, plus grand, elles sont passées de 43,0 % à 48,7 %. Un impact plus fort a été observé dans les modèles OctoThinker, avec des améliorations de 14,7 % à 25,2 % sur la version 3B et de 20,5 % à 32,4 % sur la version 8B. « La dynamique antagoniste entre Challenger et Reasoner crée un programme d'apprentissage automatique : le taux de réussite fixe de Reasoner diminue de 55 % à 35 % à mesure qu'il apprend à générer des problèmes de plus en plus difficiles, tandis que le taux de réussite fixe de Challenger augmente de 55 % à 85 %, ce qui indique une coévolution réussie des deux rôles », indique l'étude. Les chercheurs ont également constaté qu'il était essentiel d'ancrer le processus de formation dans des documents réels pour obtenir une amélioration durable. Les modèles entraînés sans cette référence externe ont rapidement atteint leurs limites et ont cessé de s'améliorer. Mais lorsque Spice s'est appuyé sur des textes réels, il a continué à progresser régulièrement, utilisant de nouveaux documents pour générer des défis nouveaux et plus complexes tout au long de l'entraînement.

Implications de l'étude

En utilisant de grandes collections de documents comme sources externes de connaissances, Spice aide les modèles à s'améliorer au lieu de stagner sur leurs propres données. Selon les analystes du secteur, ces frameworks pourraient à terme influencer la manière dont les entreprises entraînent les modèles d'IA spécifiques à un domaine, mais leur adoption s'accompagnera de nou-

velles responsabilités. « Spice ouvre des possibilités pour l'IA adaptative, mais les entreprises ne peuvent pas se permettre de le mettre en place et de l'oublier », a souligné Tulika Sheel, vice-présidente senior chez Kadence International. « Les systèmes auto-améliorants ont besoin de mécanismes d'auto-vérification. La supervision humaine, les pistes d'audit et les garde-fous de conformité doivent rester au premier plan. » Mme Sheel fait remarquer que si la configuration Challenger-Reasoner pouvait, en théorie, être reproduite avec des données d'entreprise comme des documents financiers ou juridiques, elle nécessiterait « une infrastructure solide, des ensembles de données propres et une forte attention portée à la transparence. » Celle-ci met également en garde sur les risques introduits par les boucles d'apprentissage autonomes, notamment l'amplification des biais et la dérive de la conformité. « Spice rapproche l'IA de l'auto-suffisance, mais l'autonomie sans responsabilité est dangereuse », a-t-elle déclaré. Anish Nath, directeur des pratiques chez Everest Group, pense que les entreprises tireraient davantage profit de frameworks tels que Spice en les considérant comme une capacité de formation et non comme une autonomie dans la production.

Il suggère de lancer des tests autonomes dans des sandbox avec des versions contrôlées, en commençant par des workflows internes à faible risque, puis de passer à des processus critiques à mesure que les preuves s'accumulent. Il recommande également « de mettre en place des garde-fous, par exemple des sorties contraintes par des schémas, un moteur de politiques, des listes blanches d'outils à faibles privilèges, une détection des dérives/anomalies, des actions signées et des pistes d'audit, des boutons de retour en arrière/d'arrêt d'urgence et des approbations humaines pour les actions à fort impact. » M. Nath ajoute que les données d'entraînement auto-générées orientent vers des boucles de développement autonomes, mais il met en garde contre des risques d'effondrement des modèles, d'empoisonnement des données et de dérives non suivies. « Ces risques peuvent être atténués grâce à des modèles d'évaluation indépendants, à un suivi de la provenance, à des ensembles de données versionnés et à des contrôles humains pour les mises à niveau des capacités », a-t-il expliqué, insistant sur le fait que « les améliorations doivent rester contrôlées, vérifiables et conformes. »

Jensen Huang dévoile l'un des vrais secrets de sa réussite chez NVIDIA



Le patron de NVIDIA a donné une des raisons qui l'a mené au succès. Et ça vient des premières années de son éducation. Avec l'arrivée de ChatGPT dans le public, l'intelligence artificielle est devenue la technologie à la mode à travers la planète. Et le plus grand bénéficiaire de cette explosion, c'est le patron de l'entreprise qui fournit les meilleurs GPU pour les entraînements de modèle de langage : Jensen Huang. Un homme qui est à la tête d'une entreprise dont la capitalisation dépasse le PIB de l'Allemagne, et qui a récemment discuté de sa vision de la réussite.

La mère de Jensen Huang lui a appris l'anglais, sans même le connaître

Jensen Huang a particulièrement bien réussi dans la vie. Né à Taïwan, il n'arrive aux États-Unis qu'à neuf ans, un parcours qui n'a semble-t-il jamais été un handicap pour l'homme qui a fondé à 30 ans NVIDIA, en 1993. Et pour cause, il estime avoir été élevé dans un environnement où on ne se donnait pas de limite. Il a ainsi pris l'exemple, dans un échange avec le Cambridge Union, de sa mère. Celle-ci, ne sachant pas parler anglais, a tout de même réussi à enseigner cette langue à son petit enfant, avant qu'il n'arrive aux États-Unis. Pour cela, elle n'utilisait qu'un « morceau de papier et un dictionnaire ». Une prouesse qui est restée dans l'esprit de Jensen Huang, sachant

que sa mère, elle, parlait hokkien taïwanais (une des langues locales de Taïwan). « À bien des égards, cela définit NVIDIA, cela me définit en quelque sorte » a-t-il ainsi résumé. Car si sa mère a pu lui apprendre l'anglais dans de telles conditions, comment les tâches qu'il doit achever peuvent-elles sembler impossible ? « J'aborde presque tout en me demandant : "Est-ce vraiment si difficile ?" » affirme le milliardaire, dont la fortune aujourd'hui est estimée à quelque 165 milliards de dollars. D'autres milliardaires de la tech, comme Pavel Durov, ont déjà dans le passé assuré avoir trouvé leur inspiration dans le travail acharné de leurs parents, dont ils ont été témoins enfant.

La GTS, la meilleure des Panamera, se déniche dès 28 000 €

Une grande berline de sport animée par un musical V8 atmo de 430 ch, ça vous dit ? C'est ce que propose la Panamera GTS, une sorte de licorne dans la gamme Porsche par ses caractéristiques.

Les collectionnables sont des autos revêtant un intérêt particulier, donc méritant d'être préservées. Pas forcément anciennes, elles existent pourtant en quantité définie, soit parce que le constructeur en a décidé ainsi, soit parce que leur production est arrêtée. Ensuite, elles profitent de particularités qui les rendent spécialement désirables : une motorisation, un châssis, un design, ou un concept. Enfin, elles sont susceptibles de voir leur cote augmenter. Un argument supplémentaire pour les collectionner avant tout le monde !

La Panamera n'est peut-être pas la Porsche la plus en vue, mais elle n'en demeure pas moins très intéressante. Surtout dans sa variante GTS, trait d'union entre la 4S et la Turbo. Sauf qu'elle surpasse ces deux-là, par ses qualités dynamiques et surtout son moteur. Oui, celui-ci est d'un type qui n'existe plus en Europe : il s'agit d'un V8 atmosphérique, travaillé pour la performance et la musique. Il procure donc des plaisirs oubliés, annihilés par les normes anti-CO2 qui ont fait proliférer les turbos et les adjuvants électriques. Simple, puissant et réactif, il fait de la GTS une Panamera spéciale et rare, à préserver dès aujourd'hui. Si elle n'a pas forcément suscité l'admiration des puristes lors de la sortie, la Panamera n'en demeure pas moins une vraie Porsche dans l'idée. En effet, le constructeur de Zuffenhausen planche sur une berline depuis la fin des années 80, ayant alors développé le prototype 989, un parmi d'autres.

Des finances désastreuses l'ont empêché de la finaliser, mais le projet est relancé dans les années 2000, qui aboutit à la Panamera en 2009. Pas exagérément élégante, elle remporte pourtant un joli succès, grâce notamment à sa version Turbo, aux performances énormes. Mais elle creuse un fossé avec la 4S, au V8 atmo de 400 ch, que Porsche décide de combler fin 2011 avec la GTS. En gros, celle-ci entend associer le châssis de la Turbo au V8 de la 4S. Dans le détail, ce dernier est boosté à 430 ch grâce à une admission et une cartographie optimisées, et s'attèle uniquement à la boîte PDK à double embrayage (7 rapports). Les trains roulants, retravaillés face à ceux de la 4S, comportent des voies élargies de 5 mm, et une assiette abaissée de 10 mm, voire 15 mm quand on enclenche le mode Sport.

En effet, celui-ci agit sur la suspension pneumatique livrée en série, qui réduit alors la garde au sol en s'affermissant. Par ailleurs, les freins sont ceux de la Turbo, donc renforcés : pas plus mal quand on sait que la Panamera GTS emmène ses 1 920 kg à quelque 288 km/h... Elle passe d'ailleurs les 100 km/h en 4,5 s, comme une 997 S. Le tout, sans oublier le confort pour quatre



passagers : sièges et volant à réglages électriques, cuir, clim auto bizona, régulateur de vitesse, sono, projecteurs au xénon et jantes de 19 sont de série. Evidemment, tout ceci se paie cher : 118 739 €, soit 144 300 € actuels selon l'Insee. Si la Maserati Quattroporte est plus onéreuse encore, les Mercedes E63 AMG et autre BMW M5 F10 se révèlent nettement plus abordables. Mais leur blason n'a pas le même prestige ! Toujours est-il que la Panamera GTS, plus sympa à conduire que la Turbo en usage courant, se vendra très correctement.

Dès l'été 2013, la Porsche subit un restylage modifiant la face avant et apportant des chevaux supplémentaires au V8, qui grimpe à 440 ch. Elle perd 1/10e de sec au 0 à 100 km/h et abaisse sa consommation moyenne de 10,9 l à 10,7 l/100 km : on a le sens du détail à Zuffenhausen ! La Panamera change de génération en 2016, et si la GTS revient, c'est

avec un moteur turbo. Le charme est rompu.

Combien ça coûte ?

On trouve des Panamera GTS en très bon état dès 28 000 €, à condition d'accepter un gros kilométrage, environ 200 000 km. A 150 000 km, on comptera 35 000 €, alors qu'à 38 000 €, on en trouve à moins de 100 000 km, alors qu'à 45 000 €, on se rapproche des 50 000 km. Les phases 2 coûtent environ 5 000 € supplémentaires. Ces montants peuvent nettement varier à la hausse en fonction de l'état et des options du véhicules. Elles étaient très nombreuses... et chères !

Quelle version choisir ?

D'abord un exemplaire parfaitement fonctionnel et suivi, avant de considérer le kilométrage.

Les versions collector

Toutes, si elles se présentent en parfait état d'origine. Privilégiez les facteurs de rareté comme des coloris originaux et des options nombreuses.

Que surveiller ?

Voiture de qualité mais complexe, la Panamera GTS demande un suivi rigoureux. Rien à craindre côté moteur : le V8 atmo est très solide, ignorant les soucis de chemisage qui ont affecté le Cayenne. Cela dit, les bobines et la pompe à eau peuvent causer des soucis. La boîte PDK est solide aussi, si on n'oublie pas de la vidanger tous les 60 000 km maxi. Des fuites peuvent toutefois se manifester, entraînant un changement de son carter. Attention également à sa gestion électronique, parfois capricieuse, et à son radiateur. La suspension a fort à faire avec les deux tonnes de l'engin : examinez les jeux. Plus ennuyeux, la pompe du système pneumatique rend parfois l'âme avant 100 000 km. Dans l'habitacle, on observe un bon vieillissement qui n'exclut pas des bruits parasites, voire quelques dysfonctionnements de la clim. Des pépins jamais graves mais souvent onéreux à résoudre, d'où la nécessité d'opter pour un exemplaire suivi.

Sur la route

Il n'y a pas à dire, l'habitacle de la Panamera GTS impressionne. Par son design élégant et sa qualité générale, voire sa position de conduite, irréprochable. Le V8 de la GTS n'est, évidemment, pas aussi performant que celui de la Turbo mais il se révèle plus vivant, et surtout plus musical.

Grondement sourd à bas régime, profond en mode sport, qui se meut en hurlement métallique à l'approche de la zone rouge, voilà le sel de la GTS, qui marche tout de même très fort. Le châssis se révèle mieux paramétré que celui de la Turbo. Certes, on ressent toujours un léger flottement en conduite tranquille, alors que la direction manque de rigidité. Mais il suffit de passer en Sport pour corriger ce point, sans que le confort, excellent, n'en souffre outre mesure.

De plus, fondamentalement, le châssis est très équilibré, le grip énorme et la motricité totale, transmission intégrale oblige. Aussi la GTS est-elle diablement efficace, faisant pratiquement oublier son poids, mieux, là encore, que la Turbo. En résulte une auto homogène et vivante, même si si encombrement la limite sur route étroite. Elle freine par ailleurs très fort et, bonne surprise, se contente de 12 l/100 km en conduite courante.

Mots fléchés

DÉPART D'UNE TRANSAT CORSAIRE MALOUIN		FACE-À- FACE POINTE À CANCALE		VARIÉTÉ DE CHAMPAGNE REFUGE		BAHUTS POSSESSIF		CORSAIRE MALOUIN DONNE LE CHOIX		INTERCALER C'EST-À- DIRE	
ÉPOQUES SUPPRIMER					CORDAGES DE VOILIER DÉTRUI- SAIENT						
						PRESSE À MÉTAUX		THÉÂTRE JAPONAIS		RÉPÈTE	
ROULÉ AIGRES			VOISINE DE ST MALO								
						CELLE DU RHUM PASSE À ST MALO LICHENS					
GRAND OU PETIT, C'EST UNE ÎLE À ST MALO	NÉGATION LA CÔTE PRÈS DE ST MALO			EAU RENVERSÉE				MÉTAL INONDERA			
		ÉCLOSE ROUTE DU RHUM OU QUÉBEC-ST MALO							VICTOIRE DE NAPOLÉON	CONNEXION CÉRÉBRALE	
MAT DÉMONTÉ BUT DES PÊCHEURS MALOINS				DANS VENT QUI SOUFFLE... SUR L'OLYMPE			CONTESTÉS				
										DÉCORER	
RESSASSE ADMIRA- TEUR							PETIT TÊTU SITE MÉDIÉVAL À ST MALO				
			TROUBLÉ		GRAND DÉSERT PETITE SAINTE						
FATIGUÉES PREMIER HOMME						MESURE CHINOISE			NEPTUNIUM AU LABO NOTE		
				CÉLÈBRE ÉTABLI- SEMENT MALOUIN							
CABINET DE NOTAIRE						CACHER					

PÉTROLE

Le baril de Brent à 64,34 dollars

Les cours du pétrole se sont maintenus lundi, après des hausses enregistrées les jours précédents. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, lâchait tout juste 0,08% à 64,34 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, refluit à peine de 0,03% à 60,07 dollars.



UNION PARLEMENTAIRE AFRICAINE

Le Conseil de la nation participe à la 47e Conférence à Kinshasa

Une délégation du Conseil de la nation participera, dans le cadre d'une délégation conjointe des deux chambres du Parlement, aux travaux de la 47e Conférence de l'Union parlementaire africaine (UPA) et de la 84e Session de son Comité exécutif, prévus du 18 au 22 novembre à Kinshasa (République démocratique du Congo), indique lundi un communiqué du Conseil de la nation. Chargé par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, la délégation participant à ces travaux est composée du membre du Conseil de la nation et du Parlement panafricain, Mohamed Amroune, et des sénateurs Kaddour Berradja, Rachid Laïb et Laïd Bougouffa, précise le communiqué. Lors de la 47e Conférence de l'UPA, les participants "discuteront de la question du renforcement de la souveraineté nationale des pays africains pour un développement durable et des défis liés à la transition énergétique et au développement des énergies renouvelables en Afrique", souligne la même source. Au cours des travaux, les membres du Comité exécutif procéderont à l'adoption du programme d'action de l'UPA pour l'année 2026 et de son projet de budget, et examineront plusieurs questions organisationnelles, conclut le communiqué.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE

Les efforts de l'Algérie mis en avant

Par Adem A.

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a déclaré, hier à Alger, que l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est affirmée en tant que partenaire fiable pour bâtir un avenir africain unifié, de par ses positions constantes et ses initiatives de développement, et place toutes ses capacités et ses infrastructures au service du projet intégré africain commun. S'exprimant à l'ouverture d'une journée parlementaire, organisée par la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée, placée sous le thème «Le défi de l'intégration économique africaine, vers un partenariat efficace», Boughali a tenu à rappeler que l'Algérie place toutes ses capacités, ses infrastructures et sa façade maritime méditerranéenne au service du projet africain commun, affirmant que ses grands projets à l'instar des routes, de l'interconnexion énergétique et des fi-

bres optiques «constituent des axes vitaux pour renforcer les échanges commerciaux entre le Nord et le Sud du continent et entre celui-ci et l'Europe, ainsi que pour renforcer les liens économiques et de développement entre les pays et les peuples africains».

Soulignant que l'Algérie fut parmi les premiers à avoir appuyé le processus de développement du continent, il a rappelé que cette orientation s'est traduite par la tenue, en Algérie, de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), confirmant ainsi son adhésion au projet d'intégration continentale et sa disposition à abriter, fin novembre courant, une conférence africaine sur la production locale de médicaments et de technologies de santé, avec pour objectif de «renforcer la sécurité sanitaire et de développer l'industrie pharmaceutique locale», outre «la conférence africaine des start-up, qui atteste de son rôle et de sa place en tant qu'espace incubateur d'initiatives pionnières sur le continent».

Dans son intervention, le président de l'APN a mis en avant, dans ce cadre, le respect par l'Algérie de ses engagements continentaux et sa détermination à soutenir toute initiative visant à élargir la coopération économique, à consolider les partenariats continen-

taux et à établir un cadre juridique et institutionnel en mesure d'accompagner les grandes transformations mondiales. Pour sa part, la présidente de la Commission des Affaires économiques de l'APN, Samira Berhoum, a souligné le rôle de cette rencontre dans l'évaluation des efforts consentis pour la réalisation des grands objectifs économiques et le renforcement de l'intégration des pays du continent africain. Elle a mis en avant les atouts du continent, riche de ses « richesses naturelles considérables », de ses « ressources humaines qualifiées » et de ses « secteurs économiques prometteurs ». Mme Berhoum a toutefois rappelé que l'Afrique ne pourra atteindre la place qui lui revient sur la scène économique mondiale que si certaines conditions essentielles sont réunies : modernisation des infrastructures, facilitation de l'investissement, soutien au commerce libre, adoption des technologies modernes et intensification de l'échange d'expertises. Elle a également souligné que « cette démarche s'inscrit dans les orientations stratégiques du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment en matière d'amélioration du climat d'investissement, de soutien aux partenariats économiques et de renforcement des industries nationales ». À ce titre, elle a rappelé l'importance de la Foire du commerce intra-africain organisée à Alger, qui a permis de transformer ces orientations en partenariats concrets.

Publicité

MOTOREST
matériel agricole

5 ÈME ÉDITION

ÉVÈNEMENT
LA MÉCANISATION ET
L'INTÉGRATION DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES DANS LES
CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre
annuelle.

Nous vous invitons à participer à une rencontre avec
des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025
ADRAR - ALGÉRIE

SOYEZ AU
RENDEZ VOUS !

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Inauguration d'un Centre d'enseignement de la langue russe

Par R E.

L'Université d'Oran 2 "Mohamed Ben Ahmed" a inauguré, lundi, un Centre d'enseignement de la langue russe au sein de la Bibliothèque universitaire centrale, dans le cadre du renforcement de la coopération académique et culturelle entre l'Algérie et la Russie. La cérémonie s'est déroulée en présence du recteur de l'Université d'Oran 2, le professeur Ahmed Chaalal, de cadres de l'institution, ainsi que d'une délégation de la Fédération de Russie composée de Korneev Andrei, secrétaire d'Etat et vice-ministre de l'Education, et d'Alfinur Galiakberova, rectrice de l'Université de Naberejnye Tchelny. Dans une déclaration en marge de l'événement, M. Chaalal a souligné que ce Centre constitue un nouvel espace consacré à l'ensei-

gnement de la langue russe, à l'élargissement des échanges académiques et au renforcement de la coopération entre l'Université d'Oran 2 et diverses institutions russes d'enseignement supérieur. A cette occasion, une convention de coopération a été signée entre l'Université d'Oran 2 et l'Université de Naberejnye Tchelny. Selon M. Chaalal, cet accord prévoit notamment l'envoi, par le ministère russe de l'Enseignement supérieur, d'enseignants chargés d'assurer les cours au sein du nouveau Centre. Pour sa part, la rectrice Alfinur Galiakberova a indiqué que le Centre est ouvert gratuitement à toute personne souhaitant apprendre la langue russe, étudiants comme non-étudiants. Elle a précisé qu'il s'agit du quatrième Centre du genre en Algérie, après ceux d'Alger, El Oued et Biskra. De

son côté, le secrétaire d'Etat et vice-ministre russe de l'Education, Andrei Korneev, a affirmé que l'ouverture de ce Centre constitue une nouvelle étape dans le développement de la coopération scientifique et culturelle entre les deux pays. Il a ajouté que ce nouvel espace pédagogique moderne favorisera l'apprentissage de la langue russe et encouragera la mobilité des étudiants et des enseignants. Il a également fait savoir que l'Université d'Oran 2 a accueilli, dimanche, un nouveau groupe d'étudiants russes venus poursuivre leurs études en langues française et anglaise. En marge de la cérémonie, les discussions ont porté sur le développement de projets communs, le renforcement des programmes d'échange et la mise en œuvre d'initiatives pédagogiques conjointes entre les deux universités.